



COMITÉ FRANÇAIS POUR
LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE



NOURRIR LES VILLES

Programme promotion de l'agriculture
familiale en Afrique de l'Ouest :
les initiatives soutenues en 2014



Depuis 2009, le CFSI s'est engagé avec la Fondation de France dans un programme commun visant à démontrer la capacité de l'agriculture familiale à nourrir les villes en Afrique de l'Ouest. Chaque année, nos deux organisations lancent un appel à projets conjoint qui permet à des organisations européennes et ouest-africaines de proposer des initiatives pour relever cet enjeu.

Tous ces projets sont étudiés par l'équipe salariée. Puis un comité consultatif sélectionne les projets les plus prometteurs. Ce comité rassemble des « personnes ressources » qui interviennent à titre bénévole. Elles apportent leurs compétences en agronomie, en gestion de projets et leur expérience de terrain. Leur regard extérieur et leur expertise permettent d'étudier en toute indépendance les projets soumis. A l'issue de ses travaux, le comité consultatif propose aux instances du CFSI et de la Fondation de France les projets sélectionnés. Sur cette base, le CFSI et la Fondation de France prennent la décision finale de financement des projets. Une convention est signée avec chaque organisation qui obtient un financement. Elle formalise les engagements en matière d'objectifs, de réalisations et de contrôle. Chaque projet fait l'objet d'un suivi régulier.

Les fiches projets que vous trouverez dans ce recueil présentent les résultats des 96 projets suivis en 2014. Au total depuis 2009, le fonds dédié à l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest a permis de soutenir plus de 150 initiatives dans 14 des 16 pays d'Afrique de l'Ouest. La majorité concerne la conquête ou la reconquête des marchés urbains nationaux. Elles s'intéressent à des filières spécifiques (lait, petit élevage, céréales, légumineuses et oléagineux, maraichage mais aussi fruits, miel, etc.), à l'organisation collective des acteurs paysans et ruraux, à la transformation, à la commercialisation mais aussi à l'accès au financement. 120 organisations ouest-africaines et 60 organisations européennes sont mobilisées. Ces initiatives concernent directement plus de 15 000 familles en Afrique de l'Ouest dont 10 000 femmes. C'est un système agri-alimentaire durable qui fait ses preuves pour nourrir les ruraux et les urbains, créer de l'emploi et gérer les ressources naturelles.

Bénin

Commerce Sud-Sud : une banane plantain équitable

Porteur du projet

Groupe d'appui, d'encadrement et de recherche en milieu rural (GERME), Bénin

Partenaire principal

CIRAD, France
www.cirad.fr

Localisation du projet

Allada, Toffo, Tori et Zé, Bénin

Bénéficiaires

Directs : 1 200 familles
Indirects : 2 000 familles

Durée

18 mois

Financement

CFSI / AFD :
34 769 €

Un marché porteur mais désorganisé

Au Bénin, les consommateurs apprécient de plus en plus la banane plantain, sous forme de chips ou d'aloco. Lors d'un précédent projet, l'ONG GERME, l'organisation paysanne URP-AL et la recherche (Cirad) ont sélectionné de manière participative les meilleures variétés de banane plantain pour augmenter la production des communes de Tori et Zé, dans le Sud Bénin. Mais il n'existe pas de marché organisé de la banane plantain. Les producteurs ont des revenus aléatoires car les commerçants fixent des prix dérisoires, par simple appréciation visuelle des régimes.

Produire davantage et centraliser la mise en marché des régimes de bananes

Les producteurs de plantain de deux nouvelles communes (Allada et Toffo) vont avoir accès aux semences améliorées et aux formations sur les systèmes de production durable. Ils intègrent dans leurs exploitations des petits élevages pour fertiliser les sols. Dans les plantations de plantain, ils introduisent des légumineuses et des cultures qui ont des effets répulsifs sur les parasites. Dans chaque commune, les producteurs et les commerçants cogèrent des points de vente équipés pour la pesée. Ils s'accordent sur les prix en tenant compte des coûts de production. L'AMAP Bénin d'Hortitechs assure la vente directe d'une partie de la production.

Résultats 2014

Amélioration de la production : 1 200 producteurs se sont formés et environ 950 ont installé des parcelles de production. 75 ont mis en place des unités d'élevage.

Accès au marché : 4 sites de points de vente de bananes ont été identifiés avec les producteurs, les commerçants et les élus locaux.

Organisation de la filière : 1 groupe de producteurs est organisé. Les groupes de commerçants et de transformateurs le seront prochainement.

Amélioration du revenu : la mise en place de la vente par pesée (plutôt que l'appréciation visuelle) va améliorer le revenu des producteurs.

Principales activités

- Formation de deux nouveaux pépiniéristes et mise en relation avec les producteurs ;
- Formation des producteurs aux techniques agroécologiques de réduction d'intrants ;
- Formation à l'élevage de petits ruminants et volailles, à la production de fumier et de compost ;
- Construction et équipement des 4 points de vente de la banane plantain avec des comités de gestion composés de producteurs et commerçants ;
- Mise en place des plateformes et formation des acteurs de la filière à la vie associative.
- Mise en relation des plateformes avec l'ONG Hortitechs qui gère l'AMAP Bénin.

Bénin

L'association maïs-soja contribue à la sécurité alimentaire des villes du Sud

Porteur du projet

Union régional des producteurs de l'Atlantique et du Littoral (URP-AL), Bénin

Partenaire principal

Agriterra, Pays-Bas
www.agriterra.org

Localisation du projet

Sud-Bénin

Bénéficiaires

Directs : 854 familles
Indirects : 1 360 familles

Durée

18 mois

Financement

CFSI / AFD :
32 065 €

Production vivrière dans le Sud-Bénin

Au Bénin, seule la filière coton bénéficie d'un appui de l'Etat mais sa culture n'est pas adaptée dans le Sud du pays. Les paysans choisissent des cultures vivrières à cycle court comme le maïs, base de l'alimentation. Celles-ci fournissent rapidement des aliments pour l'autoconsommation et un peu de revenus. Polyculteurs, ils adoptent le système de cultures soja-maïs-soja pour bénéficier des avantages de la fixation de l'azote dans le sol par le soja. Le soja a une grande valeur nutritive et peut être transformé en huile et en goussi (graines qui servent à préparer la sauce) ainsi qu'en aliment pour bétail.

Consolider les acquis de la concertation

L'URP-AL a déjà créé les conditions favorables à la montée en puissance des transformateurs et au dialogue au sein des filières maïs et soja. En deux ans, la quantité de soja transformée et vendue sur les marchés urbains a été multipliée par 9. Face aux défis posés par les changements climatiques, l'URP-AL doit poursuivre son action auprès des producteurs pour augmenter les rendements. Les acteurs de la filière soja pourront ainsi monter en puissance et renforcer leurs liens au sein d'un véritable « pôle d'entreprises agricoles » (PEA).

Résultats 2014

Financement et garantie de débouché : la Coopérative de transformation, approvisionnement et écoulement du soja (CTAE) a conclu un accord d'achat avec des groupements de production auxquels elle a octroyé des préfinancements.

Démarche qualité et promotion des produits locaux : la CTAE a amélioré son emballage. Elle a créé un réseau de femmes distributrices de ses produits sur les marchés locaux du Sud et travaillé à la promotion du produit (spots publicitaires, radio, foires) ce qui lui a permis d'augmenter le nombre de clients. La vente de goussi de soja est passée de 13 à 21 tonnes.

Accès des ménages urbains aux produits vivriers locaux : au dernier bilan vivrier national, la région atlantique est excédentaire de plus de 20 %, ce qui a fait chuter le prix du maïs sur les marchés locaux.

Principales activités

- Mise en place de 15 parcelles-écoles, facilitation de l'accès aux intrants, formation aux techniques de gestion intégrée de la fertilité des sols, fabrication d'engrais et de pesticides organiques ;
- Mise en place d'une veille commerciale du soja et du maïs et création d'un système d'assurance qualité au sein de la filière soja ;
- Promotion de la consommation de goussi et de fromage de soja auprès des consommateurs ;
- Signature d'accords commerciaux pour la vente aux commerçants ;
- Capitalisation sous forme de fiches « success story » et plaidoyer.

Burkina Faso

Circuits courts de céréales et de niébé à destination des villes

Porteur du projet

Union nationale des maisons familiales rurales du Burkina Faso

Partenaire principal

Union nationale des maisons familiales rurales d'éducation et d'orientation, France

www.mfr.asso.fr

Localisation du projet

Pella, province du Boulkiemdé, (Centre Ouest), Burkina Faso

Bénéficiaires

Directs : 50 familles

Indirects : 300 familles

Durée

17 mois

Financement

CFSI / AFD :
19 692 €

Un manque de connexion entre paysans et marchés

Pella est un village du Burkina-Faso, situé à proximité de Ouagadougou, la capitale et de Koudougou, la troisième ville du pays. Les femmes y cultivent le sorgho et le niébé pour nourrir leurs familles et vendre les surplus. Mais la production est limitée par leurs faibles capacités de financement des campagnes (pour l'achat d'intrants et d'équipement), puis de stockage et de vente de récoltes. Parallèlement, les marchés de Ouagadougou et Koudougou, connaissent des difficultés : inflation des prix et pénuries fragilisent les ménages urbains.

Structuration de réseaux de distribution directe

Grâce à des crédits de microfinance et à des nouvelles techniques agroécologiques, les femmes développent la production. Elles transforment les surplus en farine et semoule, les conditionnent en paquets de différentes tailles et les stockent. Les groupements de femmes se mettent en réseau avec des semi-grossistes, des restaurateurs et des consommateurs organisés et formalisent des partenariats. En réduisant les intermédiaires, elles mettent à la disposition des consommateurs urbains des produits accessibles et de qualité.

Résultats 2014

Accès au marché : l'Union WendNGudi des femmes de Pella a constitué un stock de 2 tonnes de niébé, 5 tonnes de mil et 3 tonnes de maïs. Ces stocks sont destinés d'une part au marché local, et d'autre part au marché urbain et à la transformation. A Ouagadougou et Koudougou, 3 marchés et 6 meuniers ont été retenus pour la commercialisation des produits transformés et conditionnés.

Accès au financement : 25 femmes ont bénéficié chacune de 60 000 FCFA remboursable pour l'achat de céréales.

Amélioration du revenu : les commerçants à même de ravitailler les marchés urbains ont été identifiés et des échanges sur la fixation du prix d'achat au niveau local ont eu lieu, ceci afin de proposer un prix d'achat rémunérateur pour les femmes.

Formation à l'entreprenariat agricole : 60 femmes issues des onze villages du département ont suivi des formations pour apprendre à identifier les opportunités de marché et pour maîtriser leur activité commerciale.

Principales activités

- Organisation et structuration du groupement ;
- Formation aux techniques agroécologiques, conseil à l'exploitation familiale agricole ;
- Suivi et accompagnement de la production et du stockage ;
- Appui et accompagnement à la transformation et au conditionnement des aliments ;
- Mise en réseau du groupement avec les coopératives d'achats et les marchés des villes, en particulier à Ouagadougou et Koudougou.

Burkina Faso

Bobo-Dioulasso : coup de projecteur sur les fruits locaux

Porteur du projet

Union des producteurs de mangues biologiques de la Région des Hauts Bassins (UPROMABIO/HBS), Burkina Faso

Partenaire principal

Association régionale pour le développement de l'emploi agricole et rural (ARDEAR)

Autres partenaires

Cercle des sécheurs (CDS)

Localisation du projet

Hauts Bassins et villes de Bobo-Dioulasso, Burkina Faso

Bénéficiaires

Directs : 63 familles

Indirects : 315 familles

Durée

12 mois

Financement

CFSI/AFD : 14 807 €

Les fruits locaux en perte de vitesse

Dans la ville de Bobo-Dioulasso, des fruits provenant du Maghreb inondent les marchés. Les producteurs de fruits burkinabés (bananes, mangues, oranges, citrons, etc.) ne sont absolument pas soutenus pour la distribution sur les marchés urbains. Et leurs fruits sont souvent de qualité hétérogène, faute de technique de conservation appropriée. De plus, les distributeurs de fruits locaux ne se sont pas adaptés à l'évolution des exigences des urbains (conditionnement attractif, points de vente, etc.)

Créer des points de vente en ville

Grâce à de nouvelles techniques, les producteurs de fruits des environs de Bobo-Dioulasso améliorent la qualité de leurs livraisons et réduisent leurs pertes. Ils sont encouragés à mettre en avant leur identité et leur terroir pour présenter leurs produits (étiquetages, paniers de variétés). L'ARDEAR soutient leur organisation, l'UPROMABIO, pour aménager et l'équiper deux espaces de vente directe attractifs dans des endroits stratégiques de la ville (sur les routes de Ouagadougou et de Bamako). Des animateurs commerciaux mettront en avant les produits. Les producteurs membres de l'UPROMABIO participeront aux manifestations agricoles commerciales locales et nationales.

Résultats 2014

Accès au marché : un des deux points de vente est en cours d'aménagement. Les matériels nécessaires pour son ouverture ont été acquis : taxi moto, container frigorifique, tables d'exposition, chaises, balances.

Structuration collective : après 2 mois de projet, l'Upromabio dispose d'une équipe compétente de techniciens. Elle met en place un comité de gestion du projet et organise des rencontres trimestrielles.

Financement : l'Upromabio n'ayant pas reçu tous les cofinancements prévus, l'alternative trouvée consiste à prélever les commissions sur les ventes réalisées par les membres pour financer progressivement les activités du projet. Les membres ont approuvé cette proposition.

Principales activités

- Formation des producteurs aux techniques de récolte et transport permettant une conservation optimale des produits ;
- Création de deux espaces commerciaux dotés en équipement de conditionnement du froid, de tables d'exposition et de panneaux publicitaires ;
- Organisation d'une journée promotionnelle des fruits locaux et participation à diverses manifestations commerciales.

Côte d'Ivoire

Organiser les filières manioc et plantain

Porteur du projet

RONGEAD, France
www.rongead.org

Partenaire principal

ONG Chigata Femmes et développement, Côte d'Ivoire
www.chigata.org

Localisation du projet

Sud de la Côte d'Ivoire

Bénéficiaires

Directs : 3 000 familles
Indirects : 300 000 familles

Durée

17 mois

Financement

CFSI / AFD :
34 984 €

Des filières stratégiques méconnues

En Côte d'Ivoire, les consommateurs (citadins et ruraux) apprécient le manioc et la banane plantain. Les paysans associent ces produits aux cultures de rente (cacao, café, palme) d'une part en raison de l'intérêt agronomique et d'autre part en raison du fort rendement du manioc. Mais les capacités de production sont méconnues et les circuits de vente peu organisés. Beaucoup de récoltes se perdent. Les prix sont volatiles, ce qui engendre des coûts qui pèsent sur les revenus des paysans et sur le budget des consommateurs.

Diffuser largement l'information commerciale

Le Rongead et Chigata cherchent à améliorer le fonctionnement de ces deux filières en produisant des analyses partagées avec les professionnels. Les organisations paysannes (OP) déjà présentes sur d'autres filières (cacao, café, palme) diversifient leurs compétences et arrivent à mieux soutenir leurs membres. Les paysans sont informés par sms des opportunités commerciales. Ils améliorent leurs revenus tout en assurant l'approvisionnement des villes.

Résultats 2014

Diffusion de l'information sur les marchés : 7 antennes de l'office d'aide à la commercialisation des produits vivriers assurent la collecte hebdomadaire d'informations sur le marché du manioc et de la banane plantain. 14 000 agriculteurs se sont abonnés au système d'intervention sur les marchés et ont reçu des SMS. Plus de 40 000 personnes consultent le blog « Nouvelles des prix agricoles ».

Connaissance des marchés : des enquêtes de terrain ont été réalisées dans 5 districts du Sud de la Côte d'Ivoire et à Abidjan

Accès au marché : trois des 10 OP soutenues ont assuré des livraisons de produits vivriers en ville.

Capitalisation, valorisation et perspectives de changement d'échelle :

Les résultats de ce projet ont été valorisés pour documenter les mécanismes d'approvisionnement en produits frais de la ville d'Abidjan et l'éventuelle faisabilité d'un marché de gros pour l'approvisionnement de la ville.

Principales activités

- Enquêtes de terrain et publication de deux rapports d'étude présentés aux professionnels du secteur agricole et mis en ligne ;
- Equipement informatique des 7 antennes de l'Office d'aide à la commercialisation des produits vivriers (OCPV) ;
- Renforcement des compétences des chefs d'antennes et des enquêteurs de l'OCPV sur l'analyse de marché ;
- Construction de supports de diffusion des informations de marché (bulletins, sms, communiqués radio) ;
- Formation de responsables d'organisations paysannes (OP) aux stratégies de commercialisation du manioc et du plantain ;
- Conseil, information et mise en relation des OP avec des grossistes et des détaillants pour écouler la production de leurs membres.

Guinée

La Fédération paysanne Bowé-Badiar approvisionne les villes en légumes

Porteur du projet

Association Normandie Guinée (ANG), France

Partenaire principal

Fédération des maraîchers de Bowé-Badiar

Localisation du projet

Préfectures de Télimélé, Goual et Koundara, Guinée

Bénéficiaires

Directs : 2 000 familles

Indirects (consommateurs) :
14 000 familles

Durée

18 mois

Financement

CFSI / AFD :
31 000 €

Un mouvement paysan en construction

Télimélé, Gaoual et Koundara sont trois petites villes du Nord-Ouest de la Guinée, territoire confiné derrière le massif du Fouta Djallon, à l'écart des grands axes de communication. Bien que l'agriculture et l'élevage soient les principales activités de la zone, les paysans isolés dégageaient très peu de surplus commercialisables. L'Association Normandie-Guinée a accompagné la professionnalisation et l'organisation des maraîchers en groupements villageois et unions de groupements. Onze unions se sont regroupées pour former la « Fédération des maraîchers Bowé-Badiar ». Elle rassemble 2 000 maraîchers dont 1 300 femmes.

La Fédération organise l'approvisionnement des marchés urbains

Les maraîchers ont mis en place un système de vente groupée grâce auquel ils écoulaient 30 % de leur production. Ils obtiennent des prix en moyenne supérieurs de 35 %. Pour aller plus loin, la Fédération Bowé-Badiar entend organiser la commercialisation vers les aires urbaines de Télimélé, Goual et Koundara. Elle prospecte également pour ouvrir des marchés dans les capitales régionales que sont Boké, Labé et Kindia. Parallèlement, elle accompagne la croissance de la production.

Résultats 2014

Structuration des organisations paysannes : 2 nouvelles unions ont adhéré à la fédération maraîchère, dont la création en 2013 a permis d'instaurer de nouvelles solidarités collectives avec l'objectif premier d'aider les petits producteurs maraîchers à mieux commercialiser leur production.

Amélioration de la production : la Fédération apporte un service à ses adhérents dès cette première saison de maraîchages avec la gestion centralisée des commandes de semences. Elle organise la production avec ses adhérents et l'appui de 10 techniciens formés.

Rôle des femmes : fin 2014, les femmes sont présentes à 75 % dans les groupements, à 40 % dans les unions et à 30 % à la Fédération.

Emploi rural : les surfaces valorisées (clôtures, irrigation) ont accueilli des producteurs supplémentaires (+ 15 %).

Principales activités

- Poursuite de l'aménagement de périmètres maraîchers et accueil de producteurs supplémentaires ;
- Mise en place de pépinières et de parcelles de démonstration ;
- Formation en agroécologie, suivi technique des cultures ;
- Formation des dirigeants de la Fédération en gestion des ressources humaines et en gestion administrative et financière ;
- Identification des points de collecte (bords champs ou lieux de conservation), évaluation des stocks disponibles et prospection de clients, grossistes et détaillants, pour établir des contrats avec la Fédération.

Mali

Les téléphones mobiles dynamisent le marché des fruits et légumes

Porteur du projet

Réseau régional des horticulteurs de Kayes (RHK), [Mali](#)

Partenaire principal

Groupe de recherche et de réalisations pour le développement rural (Grdr), France

www.grdr.org

Localisation du projet

Région de Kayes, Mali

Bénéficiaires

Directs : 2 000 familles

Indirects : 4 000 familles

Durée

18 mois

Financement

CFSI / AFD :
34 911 €

Changement climatique et enclavement

La région de Kayes est sahélienne avec une saison des pluies courte et de plus en plus perturbée par les changements climatiques. Beaucoup de producteurs agricoles se détournent des cultures pluviales pour des cultures moins dépendantes du climat, maraîchage et arboriculture. Les producteurs en tirent peu de bénéfices faute d'information sur les opportunités du marché et de pouvoir de négociation. La saisonnalité des produits comme l'oignon fait aussi chuter les prix en période de récolte.

Appuyer l'essor des cultures de contre-saison

Un système d'information par téléphone mobile existe déjà en partenariat avec Orange Mali pour informer les agriculteurs sur les prix de l'anacarde, du maïs et du karité. Le RHK souhaite monter un réseau de veille et d'information par sms pour les cultures de la région de Kayes : oignons, échalotes, bananes, mangues, pommes de terre. Pour réguler le marché de l'oignon, il étend également son dispositif de production précoce à partir des bulbilles.

Résultats 2014

Accès à l'information sur les marchés : sur les 300 requêtes adressées aux antennes du RHK, suite à la diffusion d'information par les radios de proximité, 89 opérations commerciales ont été réalisées pour un montant d'environ 5 600 000 FCFA

Influence sur les politiques locales : la régionalisation consiste à donner plus de pouvoir aux régions dans le choix et la mise en œuvre de politique de Développement y compris les investissements structurants. Dans ce cadre, l'idée du RHK a été reprise par le Conseil régional de Kayes, dont la politique de développement a adopté l'agroécologie comme modèle agricole à promouvoir. Le Conseil a aussi mis en place une Agence de développement territoriale en Région de Kayes (ADTRK) dont l'un des mandats est de permettre aux producteurs de la région de valoriser leur production par un accès à l'information de marché.

Principales activités

- Dans chaque commune où des membres du RHK sont présents un horticulteur devient correspondant de veille ;
- Le RHK équipe sa cellule de veille en matériel et recrute trois personnes : deux pour animer le dispositif de veille et une pour administrer la base de données ;
- Le RHK signe un partenariat avec un opérateur téléphonique ;
- Plus de 2 000 producteurs se forment à l'utilisation du système d'information ;
- Le centre de formation du RHK produit, conserve et met à disposition des producteurs des bulbilles d'oignons ;
- Le RHK élabore des plans d'action et rencontre des décideurs pour que l'information commerciale soit prise en compte par les collectivités locales dans les stratégies de développement.

Mali

Promotion de l'agroécologie

Porteur du projet

Autre Terre, Belgique
www.autreterre.org

Partenaire principal

Union des groupements maraîchers de Gao, Mali

Localisation du projet

Région de Gao, Mali

Bénéficiaires

734 familles

Durée

18 mois

Financement

CFSI / AFD :
25 000 €

Un contexte fragile

Le climat de la région de Gao est extrêmement aride. Les sols sont particulièrement vulnérables aux intrants chimiques. Les maraîchers de la région ont facilement adopté les techniques agroécologiques. L'insécurité politique a rendu celles-ci encore plus indispensables : seuls les agriculteurs pratiquant l'agroécologie ont continué à produire pendant le conflit de 2012. Le Mali était alors coupé en deux et les intrants chimiques n'arrivaient plus jusque Gao. L'agroécologie a prouvé sa capacité à restaurer durablement la fertilité des sols, sa productivité et, surtout, sa résilience.

Appuyer l'indépendance alimentaire de la région

L'Union des groupements maraîchers (UGM) de Gao regroupe 22 associations, soit 734 maraîchers dont 613 femmes. Appuyée par l'ONG Autre Terre, elle développe la production agroécologique : compost, culture en zaï (micro-cuvettes pour concentrer l'eau et la fumure), semences paysannes, ruches pour la pollinisation, pesticides biologiques (neem), préservation de l'humidité et création d'un microclimat via la plantation d'arbres et de haies. Elle étudie aussi la possibilité de créer une « Maison des semences » pour l'Afrique de l'Ouest qui s'appuierait sur des associations relais conservant chacune les semences propres à leur terroir. Pour valoriser sa production, l'UGM crée deux points de vente dédiés à Gao.

Résultats 2014

Promotion du rôle des femmes : les 22 associations membres de l'UGM ont renforcé leurs capacités grâce aux formations en alphabétisation, à la mise en place d'outils de gestion, à la promotion du rôle des femmes (80 % des dirigeants sont des femmes).

Étalement de la production : les techniques d'exploitation ont permis à 10 associations de produire des légumes 11 mois sur 12. Les 22 associations de l'UGM produisent 581 T de légumes frais.

Accès au marché : 10 associations réalisent leurs plans prévisionnels de production afin de proposer des légumes toute l'année. Un troisième point de vente est créé et fonctionne 9 mois sur 12.

Amélioration du niveau de vie et du revenu : chaque producteur réalise un bénéfice net de 17 000 à 25 000 FCFA. En moyenne 270 kg de légumes frais sont consommés par chaque famille. Les récoltes sont partagées entre la vente (30 %), la consommation (40 %) et la donation (30 %).

Amélioration de la rentabilité des périmètres maraîchers : les périmètres menés en agroécologie augmentent leur résultat d'exploitation de + 70 %.

Principales activités

- Formation de 150 membres de l'UGM en gestion et mise en place d'outils comptables et financiers ;
- Insertion et formation de nouveaux maraîchers ;
- Création et suivi des boutiques de vente directe ;
- Production de semences par 30 représentants des jardins encadrés par l'UGM et mise en place de 5 ruches ;
- Planification de la production (fiches de suivi) ;
- Atelier régional visant la création d'une maison des semences.

Mali

La riziculture familiale au service de l'alimentation des villes

Porteur du projet

SOS Faim Belgique
www.sosfaim.org

Partenaire principal

SEXAGON (Syndicat des exploitants agricoles de l'office du Niger), Mali

Autres partenaires

COPON (Coopérative des Organisations de Producteurs de la Zone Office du Niger)

PNPR (Plateforme Nationale des Producteurs de Riz du Mali)

Faso Jigi/PACCEM

Kafo Jiginew

Localisation du projet

Commune de Niono, Zone de l'Office du Niger, Mali

Bénéficiaires

Directs : 3 900 familles

Indirects : 35 exploitations familiales dans la zone de l'Office du Niger.

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France :
49 546 €

Une filière stratégique en difficulté

Au Mali, le riz est l'aliment de base. Les agriculteurs de la zone de l'Office du Niger produisent à eux seuls 40 % du riz du pays mais ils rencontrent de nombreux problèmes : diminution de la taille des exploitations, incertitudes sur leurs droits à utiliser la terre et l'eau, accès limité aux marchés. De plus, la transformation du riz n'est pas adaptée aux exigences des consommateurs. Le Syndicat paysan de la zone (Sexagon) propose des solutions innovantes pour garantir aux producteurs la rentabilité de leur travail.

Développer la production et la transformation

Les producteurs financent l'irrigation de nouvelles surfaces contre la garantie de sécurisation foncière en concertation avec les autorités. Ils mettent en place de nouveaux itinéraires techniques en contre-saison pour une production plus efficace et plus respectueuse de l'environnement. Enfin, les organisations paysannes (OP) assurent la transformation et la commercialisation du riz afin que les revenus de la vente du riz profitent davantage aux producteurs.

Résultats 2014

Autonomie semencière : 40 producteurs de semences de riz ont été formés. La certification officielle des semences par la Direction régionale de l'Agriculture et le labo de semences est pratiquement finalisée. Le circuit de distribution est installé : 3 magasins de semences ont été ouverts et 1 100 sacs de 75 kg ont été diffusés.

Démarche qualité : trois doseurs d'humidité, trois jeux de tamis et quatre sondes pour céréales ont été achetés. Début 2015, les techniciens seront formés à utilisation du matériel et aux nouvelles procédures de contrôle qualité.

Plaidoyer : le plaidoyer a abouti, fin 2014. L'État malien, à travers le Commissariat à la sécurité alimentaire (CSA)/OPAM s'est engagé à faire des achats institutionnels directement auprès des producteurs (12 300 tonnes devraient être achetées en 2015).

Principales activités

- Concertation avec les autorités autour de l'initiative « paysans investisseurs » : les exploitants participent financièrement à de nouveaux aménagements hydro-agricoles et sont impliqués dans la gestion des terres et de l'eau ;
- Mise en place de la technique durable de production « Système de riziculture intensive » (SRI) et d'un circuit de distribution de semences améliorées ;
- Création du réseau de coopératives COPON pour valoriser les productions (stockage, transformation) ;
 - Equipement des OP en matériel de calibrage, de contrôle de la qualité du riz et d'ensachage/packaging et formation à leur utilisation ;
- Elaboration participative d'un cadre stratégique et des actions de plaidoyer par la Plateforme nationale des producteurs de riz.

Mali

L'échalote locale disponible toute l'année sur les marchés

Porteur du projet

ARCADE "Une Terre pour Vivre", France
www.arcade-vivre.asso.fr

Partenaire principal

RAFCRB (Réseau des associations des femmes de la commune rurale de Blendio), Mali

Autres partenaires

Association des ménagères de la ville de Niena
CIAGE (structure intercommunale)
Commune de Blendio
Région de Sikasso

Localisation du projet

Commune de Blendio, Région de Sikasso, Mali

Bénéficiaires

Directs : 1 055 familles
Indirects : 6 429 familles

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France :
48 000 €

Une production abondante qui se perd

Dans le Sud du Mali, les femmes de la commune rurale de Blendio produisent une grande quantité d'échalotes. Elles n'arrivent à conserver que la moitié de la production, l'autre moitié étant perdue, faute d'un stockage correct. Elles doivent écouler leurs échalotes rapidement ce qui rend difficile la négociation avec les commerçants. De plus, en dehors de la période de récolte, les ménages modestes ne peuvent se fournir en échalotes, les marchés ne proposant que des échalotes importées à un prix élevé.

Répondre à la demande en échalote séchée

L'enjeu est double pour les productrices : créer et pérenniser une filière locale de l'échalote qui leur procure des revenus tout en offrant aux consommateurs des produits accessibles à toutes les bourses. Le séchage de l'échalote correspond à ces exigences tout en répondant à la forte demande urbaine du produit.

Résultats 2014

Capacité d'approvisionnement : en 2014, les femmes d'un seul village ont produit l'équivalent de 450 kg d'échalotes sèches (soit 4,5 tonnes). 3 autres parcelles sont en cours de culture. Les premières échalotes séchées seront produites en avril 2015.

Construction de l'unité de transformation : le village a attribué une parcelle pour l'unité de transformation. La conception du bâtiment en terre et du séchoir solaire a été réalisée en partenariat avec des entreprises maliennes de Sikasso et de Koulikoro. Le bâtiment et le séchoir sont en cours de construction.

Amélioration du revenu : les productrices ont pu vendre leurs échalotes fraîches entre 250 et 400 FCFA / kg (le projet prévoyait un minimum de 250 FCFA).

Démarche qualité : limitation des pertes 20 %. Ce chiffre est en baisse par rapport à l'année précédente, alors que le bâtiment de stockage n'est pas encore opérationnel.

Emploi : des entreprises locales se mobilisent pour la fabrication, l'entretien, la maintenance du matériel et les fournitures ainsi que pour le transport des productions vers les villes.

Principales activités

- Construction et équipement de l'unité de transformation des échalotes (hachoir, séchoirs solaires, unité de stockage, unité de transformation et de conditionnement) ;
- Formation en gestion, marketing et maîtrise du processus et des nouveaux outils ;
- Mise en place de la filière par une concertation participative entre le RAFCRB et l'Association des ménagères de Niena.

Niger

Nourrir les familles de mineurs par l'agriculture familiale locale

Porteur du projet

Eau Vive, France
www.eau-vive.org

Partenaire principal

APJD (Association pour la promotion des jeunes déscolarisés), Niger

Localisation du projet

Makalondi, Niger

Bénéficiaires

124 agricultrices, 50 élus

Durée

24 mois

Financement

CFSI/AFD : 25 000 €

Afflux de population en zone aurifère

Depuis quelques années, la commune de Makalondi fait face à un afflux de population venue exploiter des gisements d'or. Des milliers de mineurs s'installent sur les sites de prospection, souvent accompagnés de leurs familles. L'urbanisation est anarchique et l'accès aux services de base inexistant. La production agricole locale peine à faire face à la croissance rapide des besoins. Cette situation engendre des problèmes de malnutrition, en particulier chez les enfants.

Soutenir l'agriculture familiale de la zone

Eau Vive accompagne le développement des activités de maraîchages situées à proximité des mines. Les femmes productrices s'organisent en groupements, se forment à de nouvelles techniques de fertilisation et ont accès au microcrédit pour financer des systèmes d'irrigation goutte-à-goutte. Soutenues par les autorités locales, elles entrent en relation avec les commerçants et restaurateurs des zones minières.

Résultats 2014

Structuration collective des agricultrices : 3 groupements maraichers ont été mis en place et équipés en matériels et semences. Les 124 agricultrices, ayant reçu des formations ont démarré leur activité.

Cadre de concertation : le projet a permis la mise en place et l'animation d'un cadre de concertation pour une meilleure coordination des activités du secteur agricole au sein de la commune. Il regroupe 50 participants (ONG/projets intervenant dans la commune, responsables coutumiers, etc.). Des réunions trimestrielles ont ensuite eu lieu.

Accès au marché : le projet a favorisé le rapprochement entre les producteurs et les restaurateurs et commerçants situés sur les sites miniers. L'acquisition collective d'une moto-charrette permettra d'acheminer la production vers les sites miniers.

Amélioration et diversification de la production : l'irrigation à la goutte à goutte a permis d'augmenter les volumes cultivés, de lisser la production sur l'année en favorisant l'agriculture de contre-saison, et ainsi de diversifier la production.

Principales activités

- Les maraîchères se structurent en groupements autonomes et les autorités communales animent et suivent un cadre de concertation multi-acteurs ;
- Les maraîchères se forment à de nouvelles techniques de production respectueuses des sols ;
- La population est sensibilisée à l'importance du reboisement via des messages à la radio et des sessions de théâtre forum, elle entreprend des actions de reboisement ;
- Les maraîchères aménagent un nouveau périmètre maraîcher équipé de puits, elles font appel à un fonds de microcrédit pour mettre en place des systèmes d'irrigation goutte-à-goutte ;
- Les maraîchères s'équipent en séchoirs solaires pour conserver leurs produits et en moto-charrettes pour approvisionner les sites miniers.

Niger

De nouveaux produits laitiers de qualité « 100 % lait cru local »

Porteur du projet

Iram, France

www.iram-fr.org

Partenaire principal

ONG Karkara, Niger

www.karkara.org

Autres partenaires

AREN (Association pour la redynamisation de l'élevage au Niger)

Entreprise SOLANI

Localisation du projet

Périphérie de Niamey, Niger

Bénéficiaires

Directs : 1 000 familles

Indirects : 15 collecteurs privés et les consommateurs urbains

Durée

18 mois

Financement

CFSI/AFD : 29 548 €

Une offre de lait peu satisfaisante

Les nigériens consomment beaucoup de produits laitiers. A Niamey, le secteur de transformation du lait est dynamique. Mais cette industrie laitière dépend en grande partie d'importations de poudre de lait d'Amérique du Sud et d'Europe. Les nigériens jugent le lait commercialisé de basse qualité nutritive et gustative. Le lait local et acheté à bas prix car il est mélangé avec de la poudre de lait. Les laiteries artisanales qui vendent le lait nigérien en circuits courts ne fournissent que de faibles volumes.

Miser sur des produits « 100 % nigériens »

Avec l'appui des ONG Iram et Karkara, les éleveurs de la périphérie de Niamey ont organisé des centres de collecte qui réceptionnent, stockent et contrôlent le lait. Ce sont aussi des plateformes de services aux éleveurs. Ces centres, qui ont fait leurs preuves, intéressent aujourd'hui les industriels du secteur. L'entreprise SOLANI a signé un partenariat avec un centre de collecte. Elle offre des prix avantageux aux éleveurs et souhaite aller plus loin en proposant une ligne de produits laitiers uniquement à base de lait local. Cela suppose de stabiliser l'approvisionnement en lait, en particulier en saison sèche, période durant laquelle le bétail se nourrit mal et où la production baisse.

Résultats 2014

Contractualisation : les centres de collecte et la laiterie Solani ont signé des contrats. En plus de la mise à disposition d'un fonds de roulement pour les achats de lait et d'aliment pour le bétail, la laiterie a accepté d'augmenter le prix du litre de lait afin d'améliorer la collecte.

Sécurisation de l'approvisionnement : grâce à l'avance de trésorerie, les collecteurs ont augmenté leur activité. Solani a reçu 30 % de lait en plus par rapport à 2012. Par ailleurs, la mise en place de banques d'aliment bétail (BAB) fidélise les producteurs et les collecteurs.

Accès au marché : les yaourts, premiers produits de la gamme « 100 % lait local » de Solani, ont été testés sur le marché de Niamey.

Accès au financement : 120 femmes, appartenant à 4 groupements féminins, ont eu recours au crédit pour l'achat d'aliment bétail afin d'assurer la régularité de la production laitière même en période sèche.

Principales activités

- SOLANI réalise une étude du marché de Niamey en collaboration avec la faculté de sciences économiques, définit une stratégie marketing et lance une campagne de promotion des produits 100 % lait local ;
- SOLANI s'engage avec les centres de collecte dans un partenariat commercial équilibré (avances de trésorerie et de stocks d'aliments contre des objectifs de quantité, de qualité et de prix) ;
- Les centres de collecte se forment à la gestion de l'avance qu'ils mettent à la disposition des collecteurs. Ils identifient les éleveurs prioritaires pour la mise à disposition des stocks d'aliments ;
- Les éleveurs, en particulier les femmes, sont accompagnés dans leur demande de microcrédit pour l'achat d'aliments.

Sénégal

Petits paniers de fruits et légumes distribués chaque semaine à Dakar

Porteur du projet

Union des groupements paysans des Niayes (UGPN), Sénégal

Partenaire principal

Comunità Impegno Servizio Volontariato (CISV), Italie
www.cisv.org/

Localisation du projet

Niayes et Dakar, Sénégal

Bénéficiaires

Directs : 100 familles
Indirects : 10 000 familles

Durée

15 mois

Financement

CFSI / AFD :
29 728 €

Concurrence sur les marchés urbains

Grâce à un climat propice, les exploitations maraîchères de la région des Niayes, à une centaine de kilomètres de Dakar, font jusqu'à trois récoltes par an. Mais de multiples intermédiaires les séparent du marché dakarois, ce qui renchérit les prix. Les ménages de la capitale n'ont pas un pouvoir d'achat élevé et achètent les fruits et légumes en petites quantités. L'UGPN, engagée depuis plusieurs années dans l'amélioration de la qualité et la recherche de nouveaux débouchés, se heurte à la concurrence des produits importés mieux conditionnés et parfois moins chers.

Mieux conditionner, mieux distribuer

L'UGPN souhaite développer une stratégie commerciale plus offensive qui réponde directement aux besoins des ménages urbains : qualité, accessibilité, présentation. Un comité est chargé de collecter les fruits et légumes d'une centaine d'exploitations et de les conditionner en paniers variés correspondant aux besoins hebdomadaire d'une famille de Dakar. Les clients des quartiers populaires se constituent en groupements d'achats et sont livrés chaque semaine.

Résultats 2014

Accès au marché : le nouveau comité de collecte a lancé 2 opérations de collecte auprès des producteurs. Ainsi, il a collecté 50 kg de légumes. Les sous-groupes de conditionnement ont procédé au tri, au nettoyage et au conditionnement (mise en cageot) des produits. Le troisième sous-groupe a assuré la distribution des paniers à Dakar.

Démarche qualité : 350 cageots ont été achetés pour le conditionnement. Ils ont facilité le transport des produits à Dakar mais aussi leur protection et leur présentation.

Promotion des produits locaux : la sensibilisation des clients vise à modifier les mentalités des consommateurs urbains. 5 grands quartiers de Dakar ont été parcourus et 7 groupe de 10 à 15 femmes rencontrées.

Principales activités

- Création d'un comité de collecte, conditionnement et distribution des produits maraîchers ;
- Formation des membres du comité en gestion des stocks et gestion commerciale ;
- Information et sensibilisation des habitants dans 10 quartiers ciblés de Dakar ;
- Constitution des habitants en groupement d'achats hebdomadaires ;
- Organisation de 40 opérations de distribution de produits par an ;
- Enquête de satisfaction des clients, auto-évaluation de l'UGPN et capitalisation de la dynamique.

Sénégal

Rapprocher les dakarois des maraîchers

Porteur du projet

ENDA PRONAT (Environnement Développement Action pour la Protection des terroirs), Sénégal
www.endapronat.org

Partenaire principal

ENDA Europe (Environnement, Développement et Action en Europe), France
www.enda-europe.org

Autres partenaires

Fédération Woobin de Keur Moussa

Fédération des agropasteurs de Diender

Localisation du projet

Région de Dakar, Sénégal

Bénéficiaires

Directs : 50 familles

Indirects : 3 000 familles

Durée

18 mois

Financement

CFSI/AFD : 34 792 €

Une AMAP en plein essor

Depuis 2013, des organisations de maraîchers des environs de Dakar et des étudiants en marketing ont créé une entreprise solidaire de distribution de fruits et légumes agroécologiques. La vente hebdomadaire est passée de 100 à 500 kilos en quelques mois et les autorités soutiennent l'initiative. Ce succès pose de nouveaux défis auxquels il faut répondre pour que le changement d'échelle soit réussi.

Elargir le marché dakarois et faire connaître l'expérience

L'objectif de l'AMAP est d'améliorer le système de prise de commandes et de livraisons afin de répondre à la demande urbaine croissante. Elle souhaite également élargir le public-cible aux personnes à revenus modérés. Le succès croissant de l'initiative doit servir de base à des actions de plaidoyer auprès des autorités pour les sensibiliser aux potentiels de l'agroécologie.

Résultats 2014

Accès au marché : la page dédiée aux commandes sur le site endapronat.org, a permis au nombre de paniers commandés par semaine de passer de 25 à 39 (+ 52 %).

Amélioration du revenu : le chiffre d'affaires des livraisons de légumes sains a augmenté de 36 %. Les producteurs qui vendent régulièrement leurs légumes dans le marché ASD réalisent une prime de 100 F/kg par rapport au marché conventionnel. Les collectrices de légumes gagnent 50 F/kg de légumes collectés.

Accès pour tous aux produits locaux : les ventes aux consommateurs à revenus modérés augmentent lentement avec juste 500 kg de fruits et légumes vendus par semaine. Cela s'explique par l'absence d'un moyen efficace de protection du label ASD face à la concurrence du grand nombre de vendeurs de productions conventionnelles. Le nombre de consommateurs sénégalais au pouvoir d'achat modéré qui fréquentent les marchés ASD a doublé entre juillet 2014 et février 2015.

Sensibilisation des urbains : 117 % de l'objectif est atteint avec près de 758 élèves sur les 1 895 du CEM Yoff-Village et 300 sur les 1 000 que comptent l'institution scolaire Senegalese American Bilingual School (SABS).

Plaidoyer : l'objectif est atteint dans le plaidoyer sur le foncier avec la visite du ministre de l'Agriculture et de l'équipement rural dans les zones d'intervention.

Principales activités

- Création d'un site web de vente et formation d'un chargé de suivi des commandes et livraisons ;
- Mise en place d'une campagne de promotion et de sensibilisation dans les écoles ;
- Développement d'une stratégie de commercialisation à destination du public aux revenus modestes (sensibilisation et négociation avec les grossistes) ;
- Renforcement du plaidoyer auprès des autorités en faveur de politiques agricoles durables et équitables ;
- Production d'un film documentaire de capitalisation, diffusion sur internet et organisation d'une projection-débat médiatisée à Paris.

Sénégal

À Dakar, les écoliers consomment local

Porteur du projet

Grdr, France
www.grdr.org

Partenaire principal

Cadre régional de concertation des ruraux (CRCR) de Dakar, Sénégal

Autres partenaires

Fondation Nicolas Hulot pour la Nature et l'Homme, France

Localisation du projet

Région de Dakar, Sénégal

Bénéficiaires

Directs : 1 000 familles
Indirects : 2 000 familles

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France :
49 973 €

Le développement des cantines scolaires...

La politique de développement des cantines scolaires au Sénégal s'est focalisée jusqu'à présent sur les régions rurales enclavées. Pourtant, il existe de nombreux ilots de pauvreté dans la région de Dakar où les enfants ne prennent qu'un à deux repas par jour. Par ailleurs, ces cantines sont approvisionnées essentiellement en produits importés qui sont inadaptés aux habitudes alimentaires, déstabilisent l'économie locale et créent une dépendance vis-à-vis de l'extérieur.

... à réorienter pour soutenir l'économie locale

Pourtant, l'agriculture familiale de la région de Dakar est dynamique et évolue pour s'adapter à la demande urbaine. Les produits frais (fruits et légumes, lait, poissons, etc.) sont valorisés sur les marchés dakarois. La structure paysanne régionale (CRCR) propose de créer des circuits courts au profit des écoliers issus de familles modestes.

Les résultats de cette initiative serviront à plaider la cause des produits locaux auprès des collectivités et organisations d'aide. La commande publique pourrait alors avoir un effet levier sur le développement de l'agriculture dans la région.

Résultats 2014

Connaissance du système alimentaire dakarois : l'étude réalisée fait apparaître deux tendances opposées : une dynamique de progression du bâti et l'adaptation d'une agriculture urbaine et périurbaine ainsi qu'un tissu de transformateurs et distributeurs de produits

Accès au marché – circuits courts : quatre écoles de la région de Dakar ont été choisies. Près de 500 élèves issus de familles très pauvres sont concernés. Le projet a identifié cinq organisations membres du CRCR qui fourniront les légumes, le poisson frais, la viande, le poulet et le riz.

Sensibilisation des élèves : les 4 écoles sont équipées en tables de micro-jardinage. Cette activité sert de support pédagogique pour sensibiliser les élèves et les enseignants sur l'alimentation.

Promotion des produits locaux : les élèves bénéficient d'un petit déjeuner quotidien et d'un déjeuner 2 fois par semaine à partir de la deuxième année. Cette activité concernera dans un premier temps uniquement le centre TalibouDabo, du fait des ressources envisagées mais non reçues (PAM).

Principales activités

- Identification des cantines, des groupements de producteurs et transformateurs fournisseurs des denrées, contractualisation et établissement des menus ;
- Sensibilisation des élèves par l'organisation de visites scolaires en milieu rural et mise en place de micro-jardins ;
- Promotion de l'initiative et des produits locaux par une caravane itinérante dans la région de Dakar ;
- Contractualisation entre les grands dispositifs d'aide alimentaire (PAM, CSA, etc.), les gestionnaires de cantines et des groupements de producteurs membres du CRCR pour formaliser le dispositif d'approvisionnement et garantir la viabilité du projet.

Togo

Approvisionner Lomé en légumes pour sécuriser les familles rurales

Porteur du projet

Entreprises Territoires et Développement (ETD), Togo
www.etd-ong.org

Partenaire principal

Terre des hommes, Suisse
www.tdh.ch/

Localisation du projet

Région de Vo, Togo

Bénéficiaires

Directs : 200 familles
Indirects : 3 000 familles

Durée

18 mois

Financement

CFSI / AFD :
35 000 €

Familles démunies, enfance en danger

La région du Vo est située à proximité de Lomé, la capitale du Togo. Les habitants y cultivent du maïs et du manioc, base de l'alimentation. Malgré les deux récoltes annuelles, le niveau de production est loin d'assurer des revenus suffisants. Les parcelles cultivées sont réduites, particulièrement pour les femmes qui n'ont pas droit à hériter des terres. Elles ne parviennent pas à satisfaire les besoins des enfants. Beaucoup d'enfants et d'adolescents migrent vers des destinations incertaines où ils sont souvent victimes d'exploitation en tout genre. L'ONG Terre des hommes, spécialisée dans la protection de l'enfance, intervient dans le Vo depuis 2005. Son action bute sur l'extrême pauvreté qui ne permet pas aux parents d'assumer leur responsabilité.

Se positionner comme région horticole

Terre des hommes s'est rapproché de l'ONG togolaise ETD afin d'élargir son action dans la région au développement agricole. Dans l'aire urbaine de Lomé, les besoins alimentaires explosent mais la pression foncière limite les possibilités de potagers. Les producteurs de la région du Vo peuvent développer en quantité et qualité des produits stratégiques comme la tomate, le piment et les légumes feuilles. Ils seront ainsi en mesure de négocier avec les grossistes qui approvisionnent Lomé et pourront assurer de meilleurs revenus à leurs familles.

Résultats 2014

Formation : 3 groupements et 30 producteurs individuels complémentaires se forment à la mise en place des pépinières. 20 producteurs se sont formés aux techniques de compostage et d'amendement des terres. Ils sont ensuite chargés de former les autres maraîchers avec l'appui technique de l'équipe projet.

Amélioration de la production : 27 maraîchers valorisent une superficie totale de 2 ha de tomate (en moyenne, 0,074 ha par producteur).

Accès au marché : en moyenne 1,33 tonnes de tomates ont été vendues par semaine à deux grossistes de Lomé, en trois semaines entre septembre et octobre 2014. Trois grossistes sont identifiés et mis en relation avec les maraîchers.

Principales activités

- Formation des maraîchers aux itinéraires techniques de production et au compostage ;
- Approvisionnement des maraîchers en intrants et sensibilisation à l'utilisation d'intrants de qualité ;
- Mise en relation des maraîchers avec les institutions de microfinance et accompagnement à la demande de crédits ;
- Appui des organisations de maraîchers à la négociation avec des commerçants grossistes qui approvisionnent Lomé, formation à la commercialisation groupée ;
- Sensibilisation des consommateurs sur la qualité des produits par des émissions de radio.

Togo

A Lomé, les habitants des quartiers populaires consomment local

Porteur du projet

Elevages sans frontières (ESF),
France
www.elevagessansfrontieres.org

Partenaire principal

Organisation pour l'alimentation
et le développement local, Togo
www.oadel.org

Localisation du projet

Région de Lomé, Togo

Bénéficiaires

Directs : 3 000 familles
Indirects : 500 familles

Durée

16 mois

Financement

CFSI / AFD :
32 223 €

Un lieu unique mais peu fréquenté

Fin 2013, l'OADEL a implanté une boutique-bar-restaurant de produits locaux (la BoBaR) dans le quartier populaire de Bé au cœur de Lomé. La clientèle est plutôt constituée de personnes aisées. Les consommateurs modestes du quartier craignent le coût des produits et doutent de la qualité. Il est vrai que le conditionnement laisse parfois à désirer : avec des emballages laissant passer l'air et la lumière, certains aliments s'altèrent rapidement.

Améliorer les produits et aller à la rencontre des communautés

L'OADEL a testé de nouveaux emballages de qualité avec les transformateurs et l'Institut togolais de recherche agronomique (ITRA). La BoBaR va acheter un stock d'emballages en gros et les revendre aux transformateurs en petites quantités. Les transformateurs améliorent aussi les étiquettes avec des informations nutritionnelles et un code barre pour la traçabilité. Parallèlement, l'OADEL lutte contre les préjugés sur les produits proposés à la BoBaR en allant à la rencontre des leaders communautaires lors de dégustations. Le but est qu'ils soient des relais permanents au sein des quartiers pour encourager des changements d'habitude alimentaire.

Résultats 2014

Promotion des produits locaux : en 2014, l'Oadel a organisé deux éditions du Marché ALIMENTERRE pour promouvoir les produits locaux et l'art culinaire togolais. Au total, 3 500 personnes y ont participé. 129 personnes ont participé à 4 séries de dégustation fin 2014. L'idée est de leur faire découvrir la Boutique-bar-restaurant (BoBaR) et de les fidéliser.

Sensibilisation des consommateurs : les deux agents de promotion de la consommation des produits locaux (APCPL) ont visité 914 foyers.

Fréquentation de la boutique : 125 personnes fréquentaient la BoBaR en juin 2014, en décembre 2014, elles étaient 286. (+ 128 %).

Amélioration du chiffre d'affaires : le chiffre d'affaires mensuel de la BoBaR a progressé de 80 % entre juin et décembre 2014. Les ventes réalisées lors des deux Marchés ne sont pas prises en compte : elles s'élèvent à 5 420 euros.

Principales activités

- Recrutement et formation de deux agents de promotion de la consommation des produits locaux (APCL) ;
- Production d'outils de sensibilisation et opérations de sensibilisation dans les différents quartiers de Bé ;
- Création d'une centrale d'achat d'emballages alimentaires et subventionnement de thermo-soudeuses pour les unités de transformation ;
- Suivi du conditionnement des produits et appui à la visibilité des produits ayant le nouvel emballage ;
- Rédaction de fiches techniques culinaires, édition et diffusion d'un livret de recettes ;
- Appui à l'adoption des recettes auprès des restaurants, hôtels et particuliers.

Bénin

La vente en circuits courts valorise les produits fermiers locaux

Porteur du projet

Hortitechs

Partenaire principal

Réseau Bénin de l'enseignement agricole français (RB EAF)

Autres partenaires

Helvétas coopération Bénin

Institut national de recherche agricole du Bénin (INRAB)

Chambre d'agriculture du Bénin

Fédération agroécologique du Bénin (FAEB)

Localisation du projet

Sud du Bénin

Nombre de bénéficiaires

Directs : 1 450 familles

Indirects : 150 familles (distributeurs d'intrants, entreprises partenaires, employés agricoles)

150 femmes agricultrices, 500 000 consommatrices et 650 jeunes

Durée

36 mois

Financement

Fondation Ensemble : 24 000 €

Agence Française de Développement – CFSI : 26 000 €

La 1^{ère} AMAP au Bénin...

Depuis 2006, Hortitechs développe les circuits courts et appuie les exploitations familiales par la formation à l'agroécologie. Les maraîchers et les consommateurs ont été enthousiasmés par les premières expériences. Le défi réside désormais dans le franchissement des obstacles rencontrés ces dernières années (manque de fertilisants organiques, pertes post-récolte, carences dans la traçabilité et la certification des produits) et la conquête des consommateurs urbains aux revenus moyens.

... face au changement d'échelle

Le projet vise l'amélioration de la production des maraîchers et la promotion des partenariats entre agriculteurs et consommateurs (familles, cantines etc.) afin de valoriser les produits locaux sur les marchés de 5 grandes villes du Sud Bénin. L'association Hortitechs donne la priorité à la diversification des produits et des partenariats. Les producteurs souhaitent renforcer les capacités techniques et organisationnelles de leurs groupements et accéder à des marchés rémunérateurs.

Résultats 2014

Renforcement de la production durable : une unité de compostage répond au besoin des producteurs en fertilisants organiques. Depuis sa mise en place, sa capacité de production est passée d'une tonne à 14 tonnes par mois. 75 producteurs se sont formés à la fabrication du compost.

Formation des jeunes : 8 stagiaires béninois et 3 français se sont imprégnés des techniques de productions agro écologiques aux modes innovants et des modes de distribution des produits locaux.

Accès au marché : le réseau de distribution en circuits courts de Cotonou s'est élargi. En 2014, Il compte 4 points de distribution dont 3 créés en 2014.

Démarche qualité : les producteurs de l'AMAP Bénin respectent le cahier des charges de la certification biologique Système participatif de garantie (SPG). Fin 2014, les premiers certificats ont été officiellement remis à 27 producteurs qui respectent les normes de production biologique.

Principales activités

- Implantation de 5 kiosques de distribution, campagnes de promotion des produits locaux et diffusion d'outils de capitalisation ;
- Formation des producteurs et consommateurs à la certification participative ;
- Formation des producteurs (itinéraires techniques ou « production tout simplement »), gestion des exploitations, compostage des déchets organiques) ;
- Accueil de stagiaires dans les fermes et appui à la restitution de leur expérience.

Bénin

Des abeilles pour l'économie locale

Porteur du projet

Union Béninoise des Maisons Familiales Rurales (UB-MAFAR)

Partenaires principaux

Maison familiale rurale de Kétou (MAFAR-Kétou)

Union nationale des maisons familiales rurales d'éducation et d'orientation (UNMFREO)
www.mfr.asso.fr

Localisation du projet

Commune de Kétou, Bénin

Bénéficiaires

Directs : 15 familles

Indirects : 304 familles

Durée

12 mois

Financement

Agence Française de Développement – CFSI :

11 951 €

Complémentarité entre agriculture et apiculture

Dans la région de Kétou, il existe des cultures favorables à l'élevage d'abeilles (maïs, manioc, sorgho, arachide, avocatier etc.). La synergie entre agriculture-arboriculture et apiculture est indéniable. Cette dernière activité permet d'augmenter la production de semences et donne des fruits de meilleure qualité. En outre, les paysans sont en mesure de dégager des revenus supplémentaires s'ils ont des formateurs compétents qui leur enseignent la pratique de l'apiculture.

Un enseignement diffusé en cascade

La maison familiale rurale (MAFAR) souhaite promouvoir l'apiculture comme activité génératrice de revenus. Les 15 stagiaires se forment également au marketing. La MAFAR propose d'associer les anciens stagiaires afin qu'ils accueillent d'autres promotions de stagiaires. Cette organisation facilite la diffusion des connaissances relatives à l'apiculture.

Résultats 2014

Structuration organisationnelle : une formation sur la notion de groupement a conduit à la création d'un groupement d'apiculteurs. Les stagiaires (apiculteurs en formation) accompagnés par leur maître de stage, le formateur et le coordonnateur du projet, ont validé les statuts et le règlement intérieur de leur groupement, qui a pour nom Groupement communal des apiculteurs formés à la Mafar de Kétou (Grap/Mafar-Kétou). Le groupement a élu les membres du bureau, en présence des partenaires locaux (mairie et CARDER) et a procédé à son installation officielle.

Accès au marché : la demande est forte. Leur production de miel est déjà vendue avant même qu'elle soit récoltée ! Une session de formation sur le marketing et la recherche de marché a permis aux stagiaires de prendre connaissance des différents marchés et des méthodes pour rendre plus compétitif le miel.

Amélioration du revenu : l'apiculture est une source de revenu complémentaire à d'autres activités sans trop amputer sur le temps de travail. Du fait de la demande croissante de miel, elle est porteuse d'avenir.

Principales activités

- Renforcement des compétences des formateurs, notamment sur le plan économique (marketing et mise en marché) ;
- Formation théorique et pratique des stagiaires ;
- Accompagnement des nouveaux apiculteurs dans leur installation ;
- Constitution d'une association d'anciens apiculteurs formés à la MAFAR pour diffuser les connaissances acquises.

Burkina Faso

Les agriculteurs du niébé s'organisent pour alimenter les villes

Porteur du projet

Institut Africain pour le Développement Economique et Social, Centre Africain de Formation (INADES-Formation)
www.inadesfo.net

Partenaire principal

Réseau d'ONG européennes pour l'environnement, l'agroalimentaire et le développement (RONGEAD)
www.rongead.org

Autres partenaires

Service national des semences
Institut de l'environnement et de recherches agricoles (INERA)

Localisation du projet

Province de Sanmatenga,
Burkina Faso

Bénéficiaires

Directs : 2 330 familles
Indirects : 11 000 familles
1 231 femmes

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France : 50 000 €

Le fonio : une filière à structurer

La dégradation des écosystèmes au nord du Burkina Faso a pour conséquences un épuisement des sols et une pluviométrie aléatoire. Le niébé est une légumineuse souvent cultivée dans cette zone, il s'adapte bien à des sols et des conditions climatiques variables. Les acteurs de la filière niébé ne sont pas organisés et peinent à produire en quantité et en qualité suffisante pour faire face à la demande urbaine. Les structures collectives devraient être renforcées. Les paysans seraient alors à même de diffuser les pratiques agroécologiques adaptées.

Le défi d'un meilleur accès à l'information

Les unions départementales du niébé ont besoin d'appui pour se structurer afin de fournir les services essentiels à l'amélioration de la productivité. Les producteurs disposent d'un réel moyen de négociation des prix quand ils parviennent à améliorer les services d'information sur les marchés et la concertation avec les consommateurs. Ils développent ainsi la commercialisation groupée de leurs produits.

Résultats 2014

Structuration collective : dans chaque organisation paysanne bénéficiaire, il existe deux comités. Un accompagne les activités de production, l'autre la commercialisation et les conseillers agricoles chargés du système d'information sur les prix du marché.

Amélioration de la production : le rendement a augmenté entre +12 % et + 75 %, selon les localités (sauf à Kaya où la sécheresse a causé des pertes de récolte).

Principales activités

- Formations à la structuration des unions départementales, identification de comités spécifiques et formation des membres des comités (identification des producteurs semenciers et des relais pour l'information sur le marché) ;
- Accompagnement des unions dans l'élaboration d'un plan d'action, d'un plan d'affaires et dans la gestion de crédits (warrantage) ;
- Formation de conseillers agricoles à la gestion durable des terres, en conseil de gestion des exploitations, à la fabrication d'insecticides naturels et à la conservation du niébé sans produits chimiques ;
- Formation des semenciers à la multiplication des semences des variétés de niébé ;
- Amélioration de l'accès au marché par la vente groupée, la diffusion d'informations sur les prix par SMS, l'émission de messages à la radio et l'organisation d'un atelier sur la maîtrise du marketing, la négociation et la contractualisation.

Burkina Faso

Des aliments nutritifs pour les enfants des quartiers précaires de Ouagadougou

Porteur du projet

Groupe de Recherche et d'Echanges Technologiques (GRET)
www.gret.org

Partenaire principal

Association Sagltaaba pour l'épanouissement de la femme et de la jeune fille (ASEFF)

Autres partenaires

Direction de la santé du centre de Sig-Noghin
Unités de production de farines infantiles de Ouagadougou : Faso Riibo, Burkina Agricole et Misola
Arrondissement de Sig-Noghin
Associations de femmes

Localisation du projet

Bissighin et Pazani, quartiers de l'arrondissement de Sig-Noghin, zone périurbaine de Ouagadougou, Burkina Faso

Bénéficiaires

Directs : 1 400 familles
Indirects : 1 100 familles

Durée

12 mois

Financement

Agence Française de Développement - CFSI :
14 997 €

Des bouillies fortifiées à base de céréales locales

Malgré une amélioration de la situation nutritionnelle des nourrissons et des jeunes enfants au Burkina Faso, près d'un tiers d'entre eux souffre encore de malnutrition. De 2005 à 2012, le programme Nutrifaso du GRET a appuyé des unités de production d'aliments locaux pour enfant. L'utilisation de bouillies fortifiées reste encore insuffisante. C'est pourquoi l'ASEFF souhaite organiser des actions de sensibilisation sur la nutrition infantile et développer sa commercialisation.

Un accès à faciliter

L'association veut développer la vente de farines infantiles locales en circuits courts et renforcer le réseau de distribution de bouillies prêtes à consommer et adaptées aux enfants. Elle prévoit également de promouvoir ces aliments et entend participer à la diffusion de bonnes pratiques d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant par des actions de sensibilisation.

Résultats 2014

Santé et nutrition des enfants : 52,2 % des mères de Pazani et 53,9 % des mères de Bissighin déclarent donner quotidiennement la bouillie Laafi benre à leur enfant.

Accès au marché : le mode de commercialisation de proximité testé commence à faire ses preuves dans les 2 quartiers d'intervention à la fois au niveau des unités de production locale de farines infantiles fortifiées, des femmes engagées dans le projet et des populations bénéficiaires. La commercialisation des bouillies a fortement augmenté début 2014 (+ 53 % à Pazani et + 209 % à Bissighin) mais tend aujourd'hui à se stabiliser.

Amélioration du revenu : le revenu mensuel moyen est de 16 000 FCFA par préparatrice et de 12 200 FCFA par vendeuse à Bissighin ; de 8 000 FCFA par préparatrice et 7 000 FCFA par vendeuse à Pazani (les ventes sont effectuées uniquement le matin à Pazani)

Démarche qualité : les farines comportent plus de 95 % de matières premières locales et répondent aux normes internationales et nationales établies pour ce type de produit.

Promotion des produits locaux : l'enquête de notoriété sur les bouillies Laafi Benre montre que ces bouillies sont très bien connues (de 86 à 98 % des mères interrogées affirment connaître la bouillie Laafi benre).

Principales activités

- Appui à la transformation des farines en bouillie, suivi et contrôle qualité. Accompagnement des 4 unités de transformation (suivi qualité, conditionnement etc.) ;
- Suivi des ventes et optimisation de leur gestion (accompagnement pour la comptabilité, le marketing, le suivi des ventes) ;
- Actions de promotion des produits via les radios locales, sensibilisation aux pratiques d'alimentation du nourrisson dans les centres de santé ;
- Etude de la viabilité économique de l'activité de vente, analyse des revenus générés et du niveau de satisfaction des mères d'enfants.

Burkina Faso

Du niébé pour nourrir les espaces périurbains

Porteur du projet

Association SOS Santé et Développement (ASSD)

Partenaire principal

Action de carême (ADC)
www.actiondecareme.ch

Autres partenaires

Service technique de l'agriculture de Nanoro

Service technique de l'élevage de Nanoro

Conseil Municipal de Nanoro

Conseils Villageois de Développement (CVD) des 15 villages de Nanoro

Localisation du projet

Nanoro-Ouagadougou,
Burkina Faso

Nombre de bénéficiaires

Directs : 3 000 familles
Indirects : 6 500 familles

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France : 49 600 €

Le niébé, un produit sain mais peu accessible

Au Burkina Faso, les producteurs sont très vulnérables face aux aléas climatiques. Ils ont besoin de renforcer leurs compétences dans la gestion des récoltes et la maîtrise des innovations agroécologiques. Parallèlement, s'ils entrent en relation avec les habitants des alentours de Ouagadougou et leur fournissent des aliments sains correspondant à leur budget, ils peuvent satisfaire la demande élevée en niébé en zone urbaine et périurbaine.

Un avantage pour les villes comme pour les campagnes

Les agriculteurs périurbains augmentent leur production et leurs revenus grâce à une meilleure organisation. 3 000 ménages pauvres des zones périurbaines de Ouagadougou ont accès au niébé à un prix raisonnable car il est produit localement.

Résultats 2014

Structuration de la filière niébé : 20 groupements de producteurs et 3 groupements de transformatrices sont mis en place. Le tonnage du niébé passe de 760 tonnes en 2012-2013 à 1 200 tonnes pour 2013-2014.

Accès au marché : une étude sur le circuit de distribution et de commercialisation du niébé a permis de cerner les contours d'une mise en œuvre efficace du projet. La quantité de niébé vendue à Ouagadougou est estimée à 300 tonnes depuis le début du projet.

Principales activités

- Formation de 500 producteurs (maîtrise des variétés améliorées, cycles de production, stockage, production d'engrais fertilisants par l'installation de fosses à fumure etc.) ;
- Formation à la planification et à la gestion d'entreprises agricoles alliée à l'organisation d'une bourse annuelle du niébé permettant de nouer des relations commerciales ;
- Etude sur le circuit de distribution et de commercialisation du niébé afin d'identifier les acteurs de la filière et de trouver les circuits appropriés ;
- Formation de 75 femmes à la transformation du niébé et acquisition d'équipements ;
- Mise en place de 4 comptoirs témoins de vente en ville et d'une foire au niébé ;
- Etude sur les bonnes pratiques pour partager la connaissance et production de supports de diffusion.

Burkina Faso

La redécouverte du fonio dans les Hauts Bassins, une initiative savoureuse

Porteur du projet

APROSSA – Afrique Verte
www.afriqueverte.org

Partenaire principal

Fédération Artisans du Monde (FADM)
www.artisansdumonde.org

Autres partenaires

Direction régionale de l'agriculture des Hauts Bassins

Institut national d'études et de recherches agricoles (INERA)

Laboratoire national de santé publique (LNSP) et Laboratoire du Département de technologie alimentaire (DTA)

Institutions de crédit :
ECOBANK, Caisses populaires, ACEFIM CREDO

Laboratoire National de Santé Publique (LNSP) et Laboratoire du Département de Technologie Alimentaire (DTA)

Localisation du projet

Hauts Bassins, Burkina Faso

Bénéficiaires

Directs : 1 000 familles
Indirects : 5 000 familles
15 000 jeunes et 12 000 femmes

Durée

36 mois

Financement

Fondation L'OCCITANE :
45 000 €

Une céréale très nutritive mais peu valorisée

Au Burkina Faso, les agriculteurs disposent de conditions favorables pour cultiver le fonio. Cette céréale est adaptée au climat et dispose d'une haute valeur nutritive. Pour améliorer sa commercialisation, APROSSA a identifié les obstacles à son essor (manque d'équipements de transformation, d'emballage, de financements, méconnaissance des circuits commerciaux) et propose des solutions. Celles-ci vont améliorer la valeur ajoutée, accroître la qualité des produits et des ventes et augmenter les revenus des transformatrices et des producteurs.

L'envol des ventes grâce à la concertation

Les producteurs souhaitent développer la filière locale du fonio dans les Hauts Bassins en augmentant la productivité ainsi que la disponibilité de leurs produits. Il s'agit pour eux d'accroître la transformation et la qualité du fonio prêt à l'emploi, d'en améliorer la distribution grâce à une gestion concertée de la filière.

Résultats 2014

Promotion des produits locaux et accès au marché : 29 unités de transformation ont participé à 2 foires commerciales. Les transformatrices ont réalisé un chiffre d'affaires de 1,6 millions de FCFA et trouvé de nouveaux débouchés commerciaux. 3 unités ont conclu un contrat avec 2 grandes enseignes de la ville (500 kg de fonio/mois).

Structuration/concertation : des unions départementales ont été mises en place et préparent la création d'une union régionale de la filière fonio.

Démarche qualité : 78 transformatrices se sont formées et 91 pileuses ont été sensibilisées à la qualité du fonio.

Financement : les unités de transformation ont monté 14 dossiers de financement dont 8 ont abouti à hauteur de 7,6 millions de FCFA.

Principales activités

- Formation de 5 des 30 semenciers soutenus en 2012, de 100 producteurs et de 100 pileuses ;
- Formation de 150 transformatrices. Accompagnement de 10 unités de transformation dans le montage des dossiers de financement.
- Ateliers de négociation entre producteurs et transformatrices pour un accès facilité à une matière première de qualité ;
- Promotion et développement de circuits permanents de distribution ;
- Structuration des différents acteurs de la filière (union des producteurs, groupements de pileuses, réseau de transformatrices de céréales) ;
- Concertations entre producteurs, pileuses et transformatrices pour réfléchir à la marche de la filière et organiser des achats groupés.

Côte d'Ivoire

Des petites entreprises pour transformer et vendre le riz ivoirien

Porteur du projet

Centre International de Développement et de Recherche (CIDR)

www.cidr.org

Partenaire principal

Fédération nationale des riziculteurs de Côte d'Ivoire (FENARIZ-CI)

Autres partenaires

Fonds interprofessionnel pour la recherche et le conseil agricole (FIRCA)

Institutions bancaires et de micro finance

Agence nationale d'appui au développement rural (ANADER)

Localisation du projet

Département de Divo et Zuénoula, région de Moronou, Côte d'Ivoire

Bénéficiaires

Directs : 2 000 familles

Indirects : 2 000 familles

600 femmes

Durée

36 mois

Financement

Fondation L'OCCITANE :
49 500 €

Du riz pas encore compétitif...

La production ivoirienne de riz couvre seulement 50 % des besoins du pays. La différence entre l'offre et la demande augmente car les stratégies de promotion de la filière riz n'ont pas donné les résultats escomptés. Insuffisance de la transformation, manque de prise en compte des différents types de riziculture et absence de production de semences sont les principales raisons de ces échecs. Aussi, le projet propose d'appuyer trois petites entreprises dans la transformation et la commercialisation du riz.

... mais en bonne voie

Le projet se concentre sur l'amélioration de la sécurité alimentaire par l'augmentation de la production de riz dans la région de Moronou (centre de la Côte d'Ivoire). Pour sécuriser leurs revenus, les riziculteurs améliorent leur productivité. Ils souhaitent également contribuer au succès de la stratégie nationale de développement de la filière, l'« offensive riz ».

Résultats 2014

Structuration de la filière riz : 539 producteurs, organisés en 3 groupements d'intérêt économique (GIC), sont sous contrat avec 3 entreprises de transformation et de commercialisation. La Fédération nationale des riziculteurs de Côte d'Ivoire (Fenariz-CI) participe à la gouvernance des 3 entreprises promues par le projet.

Production, transformation et commercialisation : les formations en gestion financière, en transformation et en commercialisation ont rendu opérationnelles les 3 entreprises. Ainsi, elles ont distribué aux producteurs 14 tonnes de semences certifiées et adaptées aux conditions locales. Ces derniers se sont engagés à livrer aux entreprises près de 900 tonnes de riz paddy.

Accès au marché : l'entreprise Zuénoula Riz a commercialisé 33 tonnes de riz blanc.

Financement : un mécanisme de versement par les entreprises de ristournes (1,5 FCFA par kilogramme de riz paddy acheté) aux coopératives départementales, sera formalisé et appliqué sur les récoltes de juin à août 2014.

Principales activités

- Plan de renforcement des compétences dans les trois entreprises transformatrices (gestion des approvisionnements et des relations avec les producteurs, gestion de la qualité, du marketing, gestion commerciale et administrative) ;
- Contractualisation et sécurisation des relations entre producteurs et entreprises qui offrent des services à leurs fournisseurs en riz (approvisionnement en semences de qualité, mise en relation avec des fournisseurs d'intrants et des prestataires de services pour les travaux post-récolte etc.) ;
- Incitation à la prise de participation des riziculteurs dans le capital. Répartition des responsabilités au sein de la gouvernance entre les riziculteurs, les salariés des entreprises et les investisseurs (1/3 pour chaque groupe).

Mali

La filière lait se développe

Porteur du projet

Agriculteurs Français et Développement International de Basse-Normandie (AFDI BN)
www.afdi-opa.org

Partenaire principal

Association des organisations professionnelles paysannes de la région de Koulikoro (AOPP RK)

Autres partenaires

Cellule AFDI Mali
Assemblée régionale de Koulikoro
Chambre régionale d'agriculture
Agronome vétérinaires sans frontières (AVSF)
Vétérinaire sans frontières (VSF)

Localisation du projet

Région de Koulikoro, Mali

Nombre de bénéficiaires

Directs : 450 familles
Indirects : 1 000 éleveurs
250 femmes

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France : 39 000 €

Un premier pas un avant

S'appuyant sur ses expériences réussies depuis 2002, l'AOPP RK souhaite approfondir son action qui a permis d'augmenter la qualité et la quantité du lait produit, les ventes et les revenus des producteurs. Il est possible de mieux approvisionner la ville de Bamako en produits laitiers grâce à la structuration des organisations de producteurs de la région de Koulikoro, ville située à 60 km de Bamako.

Une organisation à améliorer

Les exploitations familiales, via les organisations paysannes, souhaitent sécuriser leurs revenus et fournir des produits laitiers locaux aux bamakois. Des formations techniques et économiques sont indispensables. En outre, pour disposer de moyens de plaidoyer politique, la « commission élevage » requiert un appui spécifique.

Résultats 2014

Amélioration de la production : l'AOPP régionale de Koulikoro a mis l'accent sur les essais fourragers. Cette activité a connu un véritable engouement des éleveurs : 76 au lieu de 30 se sont impliqués. 72 ha sont concernés.

Accès au marché : l'AOPP RK a défini un cadre de collaboration avec l'ONG malienne Cab Demeso qui appuie la filière lait, afin d'organiser une plateforme de commercialisation. Les 6 coopératives d'éleveurs et la coopérative de revendeurs se sont concertées sur le prix du lait, notamment en saison des pluies lorsque le marché est saturé.

Amélioration du revenu : les coopératives vendent le lait à 300 CFA/litre pour une marge de 75 CFA/litre, partagée entre producteurs et coopératives.

Démarche qualité : les transformateurs de lait des coopératives ont suivi une formation aux différentes techniques de transformations. (lait écrémé, yaourt, fromage etc.).

Promotion des produits locaux : la commission élevage de l'AOPP RK a élaboré un plan d'action lui permettant d'argumenter auprès des acteurs institutionnels et économiques de la filière laitière.

Principales activités

- Etat des lieux des pratiques des exploitants afin de construire un plan de formation. Parallèlement, des essais fourragers sont effectués pour adapter l'alimentation. Des rencontres Sud-Sud sont organisées entre éleveurs dans le but de partager les techniques (une rencontre par an, 6 membres par coopérative) ;
- Etat des lieux des pratiques des coopératives afin d'adapter un plan de formation pour renforcer les compétences dans la gestion, la transformation et la commercialisation (outils de gestion technico-économique) ;
- Renforcement des organisations d'éleveurs afin qu'elles mènent des actions de plaidoyer et qu'elles participent aux concertations sur le développement rural.

Mauritanie

Valorisation des produits d'élevage pour la consommation urbaine

Porteur du projet

Groupe de Recherche et de Réalisation pour le Développement Rural (GRDR)
www.grdr.org

Partenaire principal

Visions du Sud (VDS)

Localisation du projet

Communes de Néré Walo, Djéol, Mbout, Ndiadjibiné, Kaédi, Région du Gorgol, Mauritanie

Nombre de bénéficiaires

Directs : 500 femmes

Durée

24 mois

Financement

Agence Française de Développement – CFSI : 30 000 €

Un cheptel à valoriser

La région du Gorgol compte un cheptel très important mais pas exploité. La consommation des produits locaux est faible dans les villes de Kaédi et Mbout. Difficultés de stockage et concurrence de l'huile importée sont les principales raisons de la perte saisonnière d'une partie de la production. Une meilleure articulation entre agriculture et pastoralisme peut servir de levier au développement rural local et optimiser le potentiel économique régional. Les résidus céréaliers peuvent nourrir le bétail qui produit ensuite l'engrais pour les cultures.

Les villes : un potentiel de développement

L'approvisionnement régulier en produits locaux de qualité des marchés urbains et semi-urbains offre la possibilité aux habitants des zones rurales d'augmenter et de stabiliser leurs revenus. Encourager la transformation, améliorer la conservation et la commercialisation est primordial.

Résultats 2014

Démarche qualité : 6 bouchers pilotes se sont formés aux techniques de transformation et de conservation de la viande séchée (tischtar). Ils ont identifié la transformation de viande fraîche en tischtar comme un élément clé de réussite au plan commercial

Accès au marché : 2 points de vente de viande séchée sont opérationnels à Kaédi et à Mbout.

Promotion des produits locaux : la promotion d'un nouveau produit, le « tischtar à croquer », a favorisé sa consommation dans la zone du projet (on note une forte demande).

Concertation : mise en place d'un espace de réflexion pour que les acteurs du secteur s'informent et coordonnent leurs actions.

Principales activités

- Formation à la production de viande séchée et de beurre (la production augmente respectivement de 50 % et 80 %), renforcement des capacités dans la mise en marché des produits (création de coopératives de femmes et formations en techniques marketing adaptées) et opérations pilotes de conditionnement et de vente ;
- Participation aux foires pour faciliter les échanges et renforcer les savoirs faire locaux ;
- Valorisation des résidus de récolte par 250 femmes (réalisation de silos adaptés pour le stockage) et fabrication artisanal de blocs multi-nutritionnels (blocs à lécher pour fortifier les petits ruminants) ;
- Promotion des pratiques et des produits locaux par la radio locale, capitalisation des résultats d'action via un support vidéo. Diffusion de 100 livrets illustrés sur les techniques de fabrication de la viande séchée et du beurre

Sénégal

Label agroécologique pour les fruits et légumes à Dakar

Porteur du projet

Environnement, Développement et Action pour la Protection des Terroirs (ENDA PRONAT)
www.endapronat.org

Partenaire principal

Environnement, Développement et Action en Europe (ENDA Europe)
www.enda-europe.org

Autres partenaires

Parc écologique de Hann
Centre régional de recherche en éco-toxicologie et de sécurité environnementale (CERES-Logustox)

Localisation du projet

Diender, Keur, Moussa, Kayar et Pout, région de Thiès, Sénégal

Nombre de bénéficiaires

Directs : 50 familles

Indirects : 3 000 familles

Dont 60 % de femmes et 20 % de jeunes

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France : 50 000 €

Des organisations de producteurs actives...

Les « Niayes » sont des bandes côtières propices aux cultures maraîchères. Elles assurent 80 % de la production horticole du Sénégal. Face à la pression foncière, l'expansion de Dakar, la dégradation des sols par l'agriculture intensive et la promotion de l'agrobusiness par l'Etat, les organisations de producteurs des Niayes ont, dès 2005, adopté des techniques agroécologiques afin de réhabiliter les sols, créer des circuits courts de vente et mené des plaidoyers politiques en s'appuyant sur des leaders paysans. Par ailleurs ces organisations ont participé à la création d'unions nationales pour la promotion de l'agriculture familiale et durable qui regroupe aujourd'hui plus de 30 000 producteurs.

... qui demandent à gagner en visibilité et à développer leurs ventes

Malgré ces progrès, les producteurs ont besoin de mettre en place un système de garantie qui différencie leurs produits de ceux issus de l'agriculture conventionnelle. Il est primordial d'améliorer la traçabilité. On constate certaines lacunes dans le circuit de distribution. Les producteurs doivent mieux s'organiser pour augmenter les volumes commercialisés. Enfin, il est fondamental que les organisations de producteurs mènent un plaidoyer auprès de l'Etat pour la promotion de politiques agricoles durables et équitables.

Résultats 2014

Accès au marché : le volume de fruits et légumes sains commercialisés augmente depuis 2013 passant de 100 à 1 000 kg/ semaine. Il devrait encore augmenter avec l'ouverture d'un 3ème marché hebdomadaire au centre-ville de Dakar.

Gestion des commandes et de la clientèle : les commandes de paniers des consommateurs sont enregistrées chaque semaine grâce à un outil Internet.

Amélioration du revenu : la vente sur le marché apporte aux producteurs une prime de 100 FCFA/kg par rapport au marché conventionnel. Le coût global de la collecte et du transport est de 90 F/k (contre 120 avant le démarrage du projet). La charge utile du camion frigorifique permettant de multiplier par 3 la quantité, ce coût pourra baisser et améliorer d'autant le revenu des producteurs.

Changement d'échelle : Enda Pronat a négocié un partenariat avec le Programme d'appui au développement économique de la Casamance (PADEC), sous tutelle du ministère de l'Environnement qui facilite la distribution des produits transformés de la coopérative de Casamance. Cela représente

Principales activités

- Accompagnement de 50 exploitations dans la planification de leur production, dans le contrôle et le suivi, dans le partenariat avec l'entreprise solidaire et dans la logistique de celle-ci ;
- Activités de promotion des produits sains, prospection de clients, gestion des commandes et de la clientèle ;
- Activités de plaidoyer auprès du ministère de l'Agriculture ;
- Capitalisation des résultats auprès des ministères, du public français par la mise en ligne d'un documentaire.

Sénégal

La transformation de l'arachide fait tâche d'huile sur les marchés urbains

Porteur du projet

Frères des Hommes (FDH)
www.fdh.org

Partenaire principal

Union des groupements paysans de Méckhé (UGPM)

Autres partenaires

GERAF

Institut sénégalais de recherche agronomique (ISRA)

Institut de technologie alimentaire (ITA)

Localisation du projet

Méckhé, Région de Thiès, Sénégal

Nombre de bénéficiaires

Directs : 195 familles

Indirects : 665 familles

250 femmes

Durée

24 mois

Financement

Agence Française de Développement – CFSI : 30 000 €

Un travail efficace en amont...

L'UGPM entend valoriser l'identité paysanne de la région. Depuis les années 80, elle travaille à la fertilisation des terres, à leur préservation et à l'adaptation au changement climatique par les pratiques agroécologiques. Elle soutient également la production de semences améliorées. L'organisation souhaite désormais appuyer et conseiller les exploitations familiales dans la transformation et la commercialisation de leur production vers les villes. La quantité et la qualité de la production doivent progresser afin d'assurer l'approvisionnement des agglomérations.

... pour une amélioration notable en aval

Les exploitations familiales aspirent à améliorer la vente d'huile d'arachide de qualité dans les villes. Le défi consiste à améliorer la qualité de l'huile raffinée localement et à favoriser l'approvisionnement des zones urbaines par l'amélioration de la visibilité du produit auprès des clients. La contractualisation entre producteurs et transformatrices est privilégiée.

Résultats 2014

Accès au marché : malgré la qualité avérée de l'huile raffinée, l'UGPM n'a pas obtenu l'autorisation de vente délivrée par le ministère du Commerce. Elle a seulement réussi à commercialiser 350 litres d'huile raffinée.

Démarche qualité : les transformatrices et les producteurs ont suivi des formations aux bonnes pratiques et aux règles d'hygiène à respecter. De plus, l'utilisation d'une unité de raffinage a amélioré considérablement la qualité de l'huile et éliminé l'aflatoxine.

Promotion des produits locaux : le GERAF (région de Dakar) et l'UGPM (zones rurales autour de Méckhé) ont réalisé une étude de marché auprès des consommateurs pour identifier les débouchés. L'UGPM et les transformatrices ont identifié 35 « ambassadeurs » (promoteurs de l'huile). L'huile raffinée et labellisée UGPM a été présentée au cours de différents événements.

Principales activités

- Formation de 300 producteurs (production, conservation des semences), de 250 transformatrices (entrepreneuriat, hygiène et qualité, gestion financière), formalisation de partenariats producteurs-transformatrices. Amélioration des lieux de transformation, conditionnement et stockage ;
- Réalisation d'une étude de marché permettant la validation participative d'une stratégie commerciale, la promotion et la commercialisation du produit (consommateurs « relais », fidélisation des clients, animation de points de vente) ;
- Organisation de journées de sensibilisation, de campagne de promotion (via la radio et les associations de consommateurs) et actions de plaidoyer auprès des pouvoirs publics ;
- Capitalisation via des témoignages et des dossiers publiés par Frères des Hommes, atelier de capitalisation.

Sénégal

Du lait fermier pour les villes du Sénégal

Porteur du projet

Comunità Impegno Servizio
Volontario (CISV)
www.cisv.org

Partenaire principal

Association pour le
développement de Namarel
(ADENA)

Autres partenaires

Fédération nationale des acteurs
de la filière lait local au Sénégal
(FENAFILS)
Bureau du lait – ministère de
l'élevage

Localisation du projet

Région de Louga et Saint-Louis,
Sénégal

Bénéficiaires

Directs : 354 familles
Indirects : 10 000 familles
Environ 300 femmes et 17
jeunes (de 15 à 20 ans)

Durée

12 mois

Financement

Agence Française de
Développement - CFSI : 15 000 €

Du lait local, un défi pour les éleveurs ruraux

La production nationale de lait ne satisfait que 40 % de la demande annuelle du Sénégal. En saison des pluies, l'offre est supérieure et les éleveurs font face à un manque de débouchés. L'enclavement des régions d'élevage et l'insuffisance d'équipements de collecte, de conservation et de distribution ne permettent pas de commercialiser la production. Mais l'essor des organisations professionnelles et interprofessionnelles offre des perspectives pour le développement de la filière.

Améliorer les débouchés

Pour assurer l'accès des consommateurs urbains pauvres aux produits laitiers, il est primordial d'améliorer la production, la transformation, la conservation et la commercialisation. Les organisations de producteurs demandent un soutien et des formations pour augmenter la quantité et la qualité de la production. Une fois formés, les acteurs de la filière peuvent chercher de nouveaux circuits commerciaux.

Résultats 2014

Amélioration de la production : la production de la mini-laiterie villageoise a augmenté de 5 % (l'objectif des 10 % n'est pas atteint du fait de déficit fourrager)

Accès au marché : la meilleure maîtrise des circuits de vente à Dakar s'est traduite par une augmentation de 3,5 % des ventes. Deux nouveaux circuits de distribution et de commercialisation ont été cosignés afin d'élargir leur clientèle dans les villes de Saint Louis et de Louga

Démarche qualité : le lait collecté respecte les normes d'hygiène et de qualité (réduction de 20 % des pertes). L'autorisation de fabrication et de mise en vente a été obtenue pour le fromage de chèvre et l'huile de beurre de vache. Les demandes sont en cours pour le fromage de vache et le lait frais.

Promotion des produits locaux : un film documentaire a été réalisé avec l'appui des techniciens de la Radiodiffusion télévision sénégalaise (RTS).

Principales activités

- Renforcement et accompagnement de la mini-laiterie de Namarel et du centre de collecte de Yoli dans leur gestion administrative et comptable. Formation à l'hygiène et à la qualité de la traite ;
- Renforcement des capacités des jeunes collecteurs de lait, diversification des produits par la formation aux techniques de transformation et accompagnement dans les demandes d'autorisation de commercialisation ;
- Accompagnement technique des responsables commerciaux en marketing, suivi des activités de vente via des outils adaptés et la prospection de circuits de vente ;
- Capitalisation : organisation d'un événement national pour la « journée mondiale du lait » et élaboration d'un documentaire pour les chaînes nationales sur l'implication des femmes et des jeunes dans la promotion de la filière laitière.

Sénégal

Les femmes épaulées dans leurs projets économiques

Porteur du projet

Fédération des organisations non-gouvernementales du Sénégal (FONGS)
www.fongs.sn

Partenaire principal

Groupe de recherche et d'échanges technologiques (GRET)
www.gret.org

Autres partenaires

Entente des groupements associés de Birkilane (EGABI)

Association pour le développement agricole de Kaolack (ADAK)

Union des jeunes agriculteurs de Koyli Wirnde (UJAK)

Amicale du Walo (ASESCAW)

Localisation du projet

Bassin arachidier et vallée du fleuve Sénégal

Bénéficiaires

Directs : 400 familles

Indirects : 120 200 familles

400 femmes

Durée

23 mois

Financement

Agence Française de Développement – CFSI : 30 000 €

Un foisonnement d'initiatives...

Les activités de transformation jouent un rôle clef dans la mise en relation entre la production rurale et les marchés urbains. Elles permettent d'adapter les produits aux attentes des consommateurs urbains et fournissent des revenus aux femmes ainsi qu'aux transporteurs et aux commerçants. Ces dernières années, les transformatrices de riz et d'arachide ont développé des initiatives mais celles-ci restent dispersées et informelles. Le défi est de formaliser et professionnaliser ces activités de transformation majoritairement effectuées par les femmes.

... qui demande davantage de reconnaissance

Les organisations de femmes demandent la reconnaissance de leur rôle économique et la prise en compte de leurs intérêts. Ceci passe par le renforcement des associations paysannes qui fournissent appuis et conseils adaptés. Les femmes ont besoin de se professionnaliser et de développer leurs capacités organisationnelles et de gestion pour mieux maîtriser l'approvisionnement en matières premières et améliorer la qualité

Résultats 2014

Accès à la terre : 194 transformatrices d'arachide (+75 %) et 131 transformatrices de riz (+13 %) ont accès à la terre grâce à l'intermédiation familiale.

Transformation : la quantité d'arachide transformée passe de 0,95 à 1,5 tonne/femme/an (+58 %) du fait de l'amélioration des capacités de financement et des gains de parts de marchés. La quantité de paddy transformée passe de 7,9 tonnes à 8,15 tonnes/femme/an (+3 %) grâce une meilleure qualité du produit.

Revenu : le bénéfice des transformatrices d'arachide passe de 190 129 FCFA à 412 175 FCFA/femme/an (+117 %). Le bénéfice des activités des transformatrices de riz progresse de 14 %, (de 520 429 FCFA à 594 595 FCFA) grâce à l'accompagnement des animateurs.

Promotion des produits locaux : le riz local jouit d'une meilleure image auprès des consommateurs sénégalais.

Parts de marché : les industriels de la zone sont intéressés par ces produits transformés mais les femmes trouvent de meilleures rémunérations sur les marchés de consommation.

Principales activités

- Identification de 10 animateurs (un dans chaque organisation membre de la FONGS) qui sont formés puis chargés de la formation de 40 transformatrices. Les animateurs sont aidés à identifier les « contraintes de genre », ils sont suivis et accompagnés, un comité de pilotage mixte est constitué pour le suivi du projet ;
- Favorisation de la création de coopératives, amélioration de l'accès au crédit, uniformisation de la qualité des produits, des prix et de leur conditionnement ;
- Formation des femmes aux techniques de transformation du riz et de l'arachide, échange des groupes sur leurs expériences. Amélioration de la concertation au sein des filières ;
- Diffusion des expériences des groupements féminins, création d'ateliers de partage au sein de la FONGS.

Sénégal

Une agriculture familiale résiliente pour garantir la sécurité alimentaire

Porteur du projet

AGRISUD International
www.agrisud.org

Partenaire principal

Jappoo Développement

Autres partenaires

Service départemental du développement rural (SDDR)
Institut de recherche pour le développement (IRD)

Localisation du projet

Département de M'bour, Sénégal

Bénéficiaires

Directs : 110 familles
Indirects : 200 familles
25 jeunes et 70 femmes

Durée

24 mois

Financement

Fondation Ensemble : 13 500 €

Agence Française de Développement – CFSI : 14 500 €

L'agroécologie, une réponse sensée face à l'érosion des sols

Dans le département de M'bour, les pêcheurs ne parviennent plus à vivre de leur activité. L'augmentation du prix des produits de première nécessité a dégradé les conditions de vie. En raison de l'irrégularité des pluies, de l'érosion des sols et de l'utilisation non raisonnée d'intrants chimiques, les agriculteurs font face à un certain nombre de risques. L'association souhaite favoriser les dynamiques de reconversion de la pêche vers une production agricole saine et durable à travers l'agroécologie. Les compétences des organisations paysannes nécessitent d'être développées.

Des pratiques adaptables en fonction du climat

Le projet, grâce à la diffusion des pratiques agroécologiques, vise à améliorer la quantité et la qualité des produits issus de l'agriculture familiale tout en adaptant les techniques aux changements climatiques. La mise en place d'un réseau de maître-exploitants permet d'identifier les besoins et de diffuser les pratiques agroécologiques adaptées aux contraintes climatiques.

Résultats 2014

Renforcement des capacités d'appui-conseil : sur les 5 organisations d'appui (OA) formées, 3 savent réaliser un diagnostic et/ou former les producteurs aux pratiques agro-écologiques, une est en difficulté dans l'application des savoirs transférés et une autre s'est désistée par manque de temps et de ressources humaines.

Formation en agroécologie : pour cette première année, 106 exploitations ont été formées à la mise en œuvre de systèmes de production agro-écologique

Accès au marché : 104 tonnes ont été livrées la première année (oignon, aubergine, chou, tomate, bissap). Deux ateliers interprofessionnels ont mis en relation producteurs / commerçants (35 participants dont 23 producteurs et 12 commerçants).

Principales activités

- Caractérisation des exploitations vulnérables pour adapter les systèmes de production agricole et les formations ;
- Formation des organisations d'appui (à l'identification des risques climatiques, au suivi-accompagnement) et des maître-exploitants qui diffusent les savoirs agroécologiques adaptés ;
- Mise en place d'un dispositif de conseil en gestion et en outils de suivi ;
- Création d'une plateforme locale d'informations et de concertation, capitalisation.

Sénégal

L'agroécologie au service des circuits courts et solidaires

Porteur du projet

Fédération Artisans du Monde (FADM)
www.artisansdumonde.org

Partenaire principal

ONG des villageois de Ndem

Autres partenaires

Aide aux forces vives africaines par la formation à l'agroécologie (Afafa)

Agrecol Afrique

Programme national des écovillages

Localisation du projet

Ndem et Dakar, Sénégal

Bénéficiaires

Directs : 60 familles
Indirects : 200 familles

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France : 37 000 €

Des terres dégradées à régénérer

Ndem se situe dans la région de Diourbel qui fait partie du grand bassin arachidier du Sénégal. La culture de l'arachide a contribué à l'appauvrissement des sols, à leur érosion et donc à leur perte de fertilité. Face à la diminution des débouchés d'exportation (hausse du prix des matières premières, du coût de transport etc.), les villageois de Ndem veulent produire de manière durable, diversifier les techniques de transformation, créer des circuits courts. Ainsi, ils produisent une alimentation saine et maintiennent l'emploi rural, tout en limitant l'érosion des sols.

Des pratiques durables pour des circuits courts

Grâce au projet, les agriculteurs de Ndem entendent s'approprier les savoir-faire agroécologiques et transformer leurs produits locaux en aliments de qualité. L'organisation d'espaces de vente locaux et solidaires et des actions de sensibilisation portant sur la consommation responsable doivent assurer des débouchés.

Résultats 2014

Amélioration de la production : production de 900 kg de légumes frais, de 60kg de légumes feuilles et de 31 kg de bulbes/racine. Pour conserver certains produits, les femmes ont recours au séchage des feuilles de moringa, de gombo et de piments ainsi qu'à la transformation des récoltes hivernales.

Accès au marché : la vente des légumes frais s'effectuent sur le marché hebdomadaire de Ndem ou directement (et sur commande) sur les 2 périmètres de production.

Amélioration des revenus : sur les 226 000 FCFA de recette totale, 42 500 ont été redistribuées aux productrices. Le maraichage bio permet aux femmes de compléter leur revenu mais également d'accéder à une alimentation plus saine.

Sensibilisation du public : l'ONG Ndem anime le pôle « Eco Jeunes Solidaires » sur le thème « environnement et culture ». Différentes activités de sensibilisation des villageois au recyclage et au compostage sont réalisées. Elle a relayé la 8^{ème} édition du festival ALIMENTERRE.

Principales activités

- Echanges d'expériences et formations en agroécologie et en techniques de conservation et transformation ;
- Formations-actions à la gestion financière, la commercialisation et la mise en marché dans un esprit de commerce équitable ;
- Aménagement et équipement des espaces de ventes ;
- Formation d'animateurs en éducation à une consommation responsable et à la solidarité internationale, création d'outils et organisation de séances de films ALIMENTERRE ;
- Valorisation du projet auprès des décideurs et diffusion des innovations.

Sénégal

Les marchés urbains s'ouvrent aux produits biologiques locaux

Porteur du projet

Autre Terre
www.autreterre.org

Partenaire principal

Agriculture écologique en Afrique (Agrécol)
www.agrecol-afrique.net

Autres partenaires

Coopératives Bio : COPEBAN, COPABIO, REFABEC

Localisation du projet

Régions de Dakar, Kaolack et Thiès au Sénégal

Bénéficiaires

Directs : 225 familles
Indirects : 650 familles

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France : 40 900 €

Répondre à la demande de produits biologiques

Lors d'un précédent projet, un groupement économique de femmes (REFABEC) de l'ouest du Sénégal a conclu un partenariat avec deux coopératives de producteurs afin de faire fonctionner un restaurant, un magasin de produits biologiques et une unité de transformation de céréales. Ces coopératives font face à deux défis : une offre faible par rapport à la demande urbaine et une mauvaise organisation des transports, du conditionnement et de la distribution. Le REFABEC veut améliorer l'articulation de la production agricole avec ses besoins.

L'économie sociale et solidaire comme éthique

L'association de femmes a pour ambition d'améliorer l'offre de produits maraîchers, ses équipements et le marketing de ses unités économiques (restaurant, marché bio, etc.). Tout en suivant les principes de l'économie sociale et solidaire, les producteurs et les transformatrices veulent sécuriser leurs revenus en améliorant leur production, sa qualité et sa distribution. Ils souhaitent également sensibiliser les consommateurs urbains de Thiès, Dakar et Kaolack à l'agriculture biologique et assurer leur sécurité alimentaire.

Résultats 2014

Accès au marché : les marchés du REFABEC ouvrent 2 jours par semaine grâce à l'augmentation de la production et de la demande des consommateurs. 75 producteurs formés à l'agriculture biologique (99 tonnes de produit) et deux autres groupements (142 tonnes de légumes et 45 tonnes de céréales) les approvisionnent.

Amélioration du revenu : le revenu des producteurs a quadruplé en un an. 4 des 5 unités économiques du REFABEC (soit 94 femmes) ont augmenté leurs recettes entre 5 et 12 %.

Démarche qualité : un système participatif de garantie certifie les producteurs biologiques et fait connaître les produits biologiques aux consommateurs.

Promotion des produits locaux : 3 mini-foires ont permis à 164 ménages urbains de Thiès, Saint-Louis et Dakar de goûter aux plats préparés avec des ingrédients bios locaux.

Principales activités

- Formations des producteurs en agroécologie et des salariés du magasin bio et du restaurant et en marketing ;
- Promotion d'un système de production axé sur les marchés et facilitation de la commercialisation vers le REFABEC ;
- Régulation de la disponibilité des produits sur le marché et du prix via le système de mise en marché commun ;
- Mise en place d'une certification collective et renforcement des liens producteurs-REFABEC ;
- Renforcement organisationnel et équipement des membres du REFABEC.

Togo

Des entreprises sociales et solidaires pour assurer la sécurité alimentaire

Porteur du projet

Entreprises Territoires et Développement (ETD)
www.etc-ong.org

Partenaire principal

Centre international de développement et de recherche (CIDR)
www.cidr.org

Localisation du projet

Préfecture de Blitta, région Centrale, Togo

Nombre de bénéficiaires

Directs : 6 000 familles
Indirects : 2 000 familles
2 500 femmes et 1 500 jeunes

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France : 50 000 €

Des progrès en cours pour le riz et le maïs...

La préfecture de Blitta est l'une des plus agricoles du Togo. Depuis 2010, grâce à un appui extérieur, les producteurs se sont organisés et structurés. Ils ont augmenté la productivité des céréales par l'adoption de bonnes pratiques. La production de riz et de maïs a plus que doublé. Cependant, le nombre de paysans ayant profité de ces avantages est faible. Seules deux filières (riz et maïs) sont concernées.

... à consolider et étendre à d'autres filières

Aussi, les producteurs souhaitent élargir le nombre de bénéficiaires et appuyer la création de quatre entreprises de transformation qui partagent la même charte et soient en mesure de créer des emplois en milieu rural. Il est nécessaire d'élargir le nombre de filières touchées par l'amélioration de la transformation (notamment du soja et du sorgho) et de développer l'accès au marché des produits agricoles ruraux. Cela passe aussi par un renforcement du dialogue entre l'union départementale des producteurs et les collectivités.

Résultats 2014

Amélioration de la production : les producteurs de semences de maïs ont augmenté leur productivité de 74 %. Suite à un problème pluviométrique, la productivité du riz a diminué de 42 %.

Entreprises de services et organisations de producteurs (Esop) : 4 entreprises agroalimentaires de type Esop sont promues. 3 d'entre elles ont démarré la formation des groupes de producteurs (maïs, soja et élevage). Au total, 32 groupes (122 éleveurs et 233 producteurs) ont contractualisé avec les entreprises.

Environnement politique local : le cadre de concertation agricole préfectoral existe depuis août 2014. Il comprend 37 membres. La préfecture de Blitta s'est dotée d'un plan de développement agricole qui sera mise en œuvre en 2015.

Renforcement des OP : en attendant de connaître les nouvelles dispositions pour l'immatriculation des organisations de producteurs, certaines souhaitent être accompagnées dans le processus d'organisation. 59 OP sont sensibilisées à la nécessité d'appartenir à un groupe, aux principes coopératifs.

Principales activités

- Renforcement des capacités techniques des producteurs et de leurs organisations, fourniture en intrants ;
- Création de deux unités de transformation (de type ESOP), consolidation de l'ESOP de Blitta, appui au personnel des entreprises, mise en œuvre d'une démarche qualité ;
- Renforcement technique et organisationnel de l'union préfectorale des producteurs (OP faîtière), structuration des groupements, accompagnement dans la communication et la promotion des produits issus des ESOP ;
- Promotion d'un cadre de concertation entre le conseil de préfecture et les acteurs du secteur.

Togo

Valoriser les produits locaux par le soutien aux organisations paysannes

Porteur du projet

Agriculteurs Français et Développement International
Poitou-Charentes (AFDI PC)
www.afdi-opa.org/fr

Partenaires principaux

Union des agriculteurs de la région des Plateaux (UARP)
Union préfectorale des organisations paysannes de Sotouboua (UPOPS)

Autres partenaires

Messifa
Union régionale des organisations de producteurs de céréales de la région maritime (UROPSM)

Localisation du projet

Région Centrale, préfecture de Sotouboua, Togo

Nombre de bénéficiaires

Directs : 2 500 familles
Indirects : 4 800 familles
500 femmes et 800 jeunes

Durée

24 mois

Financement

Agence Française de Développement – CFSI : 29 919 €

Consolider les acquis...

Lors d'un précédent projet, l'UARP a eu l'occasion de développer la commercialisation groupée et l'accompagnement des producteurs. Elle a formé les producteurs au plan technique et commercial. Il reste des points à améliorer comme la vente groupée, la multiplication des points de vente, la transformation des produits dans le but de diversifier les revenus et mieux répartir la valeur ajoutée dans la filière.

... pour améliorer la desserte des villes

Les exploitations agricoles rurales visent l'augmentation de leurs revenus et l'amélioration de l'accès à l'alimentation des consommateurs urbains. Pour relever ces deux défis, les acteurs des filières agricoles doivent améliorer les traitements post-récolte du fonio et du soja, la transformation, le conditionnement et la mise en marché par le développement de circuits de commercialisation et de techniques impactant la productivité.

Résultats 2014

Amélioration de la production : à l'Upops, les rendements en maïs ont varié de 0,9 à 3,4 t/ha, soit en moyenne 2,15 t/ha. Ce rendement moyen, légèrement supérieur au rendement habituel au Togo (2 t/ha), démontre l'efficacité de l'adoption de meilleures pratiques agricoles au sein de l'Upops. Au total, 800 producteurs appliquent les techniques culturales améliorées. 70 % de ces producteurs voient leur rendement augmenter de plus de 30 %.

Amélioration du revenu : le revenu mensuel moyen des 10 femmes transformatrices de soja a été multiplié par 2,4, grâce à l'augmentation du volume de soja transformé (1 tonne entre août et décembre 2014) et à l'amélioration des recettes suite à l'introduction d'autres produits de transformation (beignets et « viande de soja »).

Principales activités

- Consolidation de l'appui technique à la production et formation de 10 femmes à la transformation du fonio, acquisition de matériel de transformation, appui à la transformation du soja auprès de 50 femmes, échanges d'expériences sur l'entrepreneuriat féminin ;
- Appui au stockage, acquisition d'équipements post-récolte (égareuse pour diminuer le temps de travail), renforcement des capacités de gestion, bilan de l'utilisation des équipements, journées portes ouvertes pour la promotion des produits ;
- Appui à la commercialisation : étude de marché sur les produits transformés, mise en place d'une boutique pour la vente directe ;
- Recyclage des formations paysannes, diffusion des bonnes expériences et organisation d'émissions de radio pour valoriser la fonction agricole.

Bénin

Participation des OP à la reconnaissance de la qualité et de l'origine des produits locaux

Porteur du projet

Agriculteurs Français et Développement International (AFDI), France
www.afdi-opa.org

Partenaires principaux

Fédération des Unions de Producteurs du Bénin (FUPRO)
<http://www.fupro.org>

Autres partenaires

Unions communales de producteurs (UCP)
Unions régionales de producteurs (URC)
Ministère de l'Agriculture
Centres communaux de promotion agricole (CECPA)
Centres régionaux de promotion agricole (CERPA)

Localisation du projet

Territoire national, Bénin

Durée

36 mois

Financement

CFSI : 49 741 €

Le projet

Dans les secteurs de la volaille comme du riz, les unités de transformation font défaut au Bénin. La plus-value des produits agricoles échappent aux producteurs. Le projet propose de créer des unités collectives pour la transformation de produits de qualité en consolidant les initiatives des riziculteurs et des aviculteurs. La fédération nationale, la Fupro mutualise les moyens, capitalise et pèse dans le débat national sur la qualité des produits agricoles locaux.

Objectif du projet

Les organisations paysannes participent à la mise en place d'une politique de reconnaissance et de protection de la qualité au Bénin et développent ainsi leur offre de produits frais et transformés. Elles promeuvent en outre une répartition équitable de la valeur ajoutée créée au sein des deux filières riz et volaille. Les populations urbaines du Bénin ont un accès facilité à une alimentation de qualité.

Résultats 2014

Accès au marché : malgré les difficultés techniques d'élevage du poulet Zado, les clients reconnaissent la qualité. 910 poulets ont été commercialisés en vente groupée (+ 34 % par rapport à 2013).

Amélioration du revenu : les poulets Zado sont vendus à 2 500 FCFA (contre 1 500 FCFA pour un poulet local « classique ») aux particuliers et aux maquis (restaurants) des communes locales.

Démarche qualité : malgré le peu d'intérêt que l'Etat central accorde aux filières vivrières, les OP participent régulièrement aux réunions sur la reconnaissance de la qualité des produits locaux.

Promotion des produits locaux : l'intégration de la PNOPPA au Comité de pilotage du projet a étendu la participation des OP à la reconnaissance de la qualité des produits locaux au Bénin. Aujourd'hui, la PNOPPA assure le portage politique d'un plaidoyer visant à améliorer la qualité et la sécurité sanitaire des aliments.

Bénéficiaires : 30 éleveurs, hommes et femmes

Principales activités

- appui à l'expertise des OP sur la qualité, formations, ateliers d'échanges, rencontres avec le Ministère de l'Agriculture et élaboration d'un mémorandum paysan sur la qualité;
- création d'un atelier de transformation volaille, amélioration de l'unité de transformation du riz, formations des responsables ;
- révision des cahiers des charges qualité « riz Rizno » et « poulet Zado », mise en place du suivi et du contrôle de la qualité ;
- mise en place d'une stratégie de différenciation et de promotion des produits.

Bénin

Promotion de la sécurité alimentaire grâce à la filière soja au Sud-Bénin

Porteur du projet

Union Régionale des Producteurs de l'Atlantique et du Littoral (URP-AL), Bénin

Partenaire principal

Agriterra, Pays-Bas
www.agriterra.org/fr

Autres partenaires

Fédération des Unions de Producteurs du Bénin (FUPRO)
Centres Communaux de promotion Agricole (CeCPA)

Localisation du projet

Département de l'Atlantique, Bénin

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France : 47 250 €

Le projet

Depuis les inondations de 2010, le Sud Bénin qui concentre de grands centres urbains (Cotonou, Ouidah) est déficitaire sur presque tous les produits alimentaires. Ce déficit est très important pour les légumineuses. Le soja est une légumineuse de base, aussi bien dans le régime alimentaire des humains que celui des animaux. Il présente des qualités écologiques remarquables. Le projet accompagne le gouvernement dans sa politique de promotion du soja dans les départements de l'Atlantique, les quelques producteurs et transformateurs de la filière étant confrontés à d'énormes contraintes.

Objectif du projet

Le projet vise à appuyer le développement de la filière soja à travers l'amélioration et la sécurisation de la production, de la transformation locale et de la commercialisation et le renforcement de l'organisation des paysans au sein de la filière. Il contribue ainsi à la lutte contre la faim, la malnutrition et la pauvreté au sud-Bénin.

Résultats 2014

Production : les rendements de soja sont passés de 500 à 754 kg/ha.

Accès au marché : 76 tonnes de soja sont produites et vendues par le mécanisme de vente groupée. Les plateformes multi acteurs évoluent vers un pôle d'entreprises agricoles afin de renforcer les liens d'affaires entre les acteurs de la filière soja.

Ajout de valeur au sein de coopératives : 75 plans de campagne et plans de renforcement sont élaborés et validés par les groupements. Des animateurs relais se forment aux techniques et aux outils de l'animation participative (75) et à l'entrepreneuriat local (80).

Diffusion : 10 champs écoles de soja sont installés

Bénéficiaires directs : 270 producteurs et transformateurs dont la moitié de femmes ; indirects : 1 360 familles.

Principales activités

- organisation de la filière en coopératives ;
- mise en place de plateformes d'innovation ;
- encouragement des institutions financières à développer des pratiques de prêts novatrices et suivi des pratiques ;
- promotion des actions de transformation, conditionnement, commercialisation au sein des coopératives ;
- plan d'action pour l'égalité homme-femme et l'autonomisation économique des femmes ;
- amélioration des informations de marché et identification de nouveaux marchés.

Burkina Faso

Structuration et développement de trois Unions de groupements paysans

Porteur du projet

Formation pour
l'Epanouissement et le
Renouveau de la Terre (FERT),
France
www.fert.fr

Partenaires principaux

Union Départementale des
producteurs de Niébé de Pissila
(UDPN Pissila) – UDPN Pensa –
UDPN Dablo, Burkina Faso

Autres partenaires

Société nationale de gestion du
stock de sécurité alimentaire
(Sonagess)
Institut de l'environnement et de
recherches agricoles (Inera)
Aprossa-Afrique verte
Le « Réseau Gestion »
La Fédération des Professionnels
Agricoles du Faso (FEPAB)
Ministère de l'Agriculture

Localisation du projet

Province de Sanmatenga,
Burkina Faso

Durée

36 mois

Financement

Fondation L'Occitane : 50 000 €

Le projet

Le développement des marchés urbains offre des débouchés commerciaux intéressants aux producteurs de niébé. Cette légumineuse est un aliment de base très apprécié en Afrique. Les producteurs de niébé de la province de Sanmatenga, au nord du Burkina, se sont structurés en trois unions de groupements. Le projet appuie la mise en place de services d'appui-conseil à la production et à la commercialisation du niébé et d'autres cultures (sorgho, mil, arachide) afin de sécuriser les revenus des familles, et de développer des techniques de conservation des eaux et des sols (CES).

Objectif du projet

Les acteurs de la filière niébé améliorent la quantité et la qualité de leur production et la rendent moins vulnérables aux changements climatiques. Les Unions de producteurs développent durablement des services pour la production, le stockage et la vente.

Résultats 2014

Amélioration de la production : le rendement en niébé a progressé de 660 à 800 kg/ha pour l'ensemble des producteurs (et 1020 kg pour les producteurs pilotes).

Suivi-accompagnement : 162 producteurs-pilotes et 10 animateurs sont formés pour la production de niébé, de sorgho et d'arachide. Ils diffusent les améliorations techniques au sein de leurs groupements et unions.

Accès au marché : l'Union de Pissila a tissé une relation commerciale prometteuse avec une société burkinabé d'export de niébé. Les unions testent un dispositif de stockage-commercialisation. Les quantités stockées collectivement ont augmenté de 220 % en 2 ans.

Amélioration du revenu : la marge brute pour la culture de niébé a progressé de 46 kFCFA en 2011 à 118 kFCFA en 2012 et 139 kFCFA en 2013.

Promotion des produits locaux : la participation à des journées de promotion du niébé est très formatrice pour les unions et leur permet d'apprécier les attentes qualité des acheteurs et des consommateurs.

Bénéficiaires : 3 unions, 20 groupements, 92 paysans-pilotes, 800 producteurs

Principales activités

- accompagnement technique des producteurs avec des parcelles d'expérimentation, de démonstration et des producteurs pilotes ;
- renforcement du réseau d'animateurs locaux ;
- formation aux techniques de conservation des eaux et des sols (CES) et fourniture de petits équipements pour améliorer la fertilité des sols ;
- accompagnement des groupements pour améliorer leur fonctionnement et responsabiliser les producteurs ;
- capitalisation et valorisation via les réseaux existants.

Burkina Faso

Développement de l'agriculture biologique pour le marché burkinabé

Porteur du projet

Autre Terre asbl (At), Belgique
www.autreterre.org

Partenaire principal

Conseil National de l'Agriculture Biologique (CNABio)

Autres partenaires

Associations et groupements de producteurs membres du CNABio

Localisation du projet

Tout le territoire national, Burkina Faso

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France : 30 185 €

Le projet

L'agriculture biologique est présente au Burkina Faso sous sa forme moderne depuis plus de 20 ans avec un potentiel intéressant. Cependant les initiatives locales existantes, qui satisfont une clientèle ciblée, présentent l'inconvénient de reposer sur une confiance réciproque difficile à conserver à plus grande échelle. Avec la mise en place d'un label bio selon un système participatif, les produits bio seront à la portée du consommateur. Ce label permettra aux producteurs qui produisent déjà de manière naturelle de certifier leurs productions à un coût raisonnable permettant de vendre les produits sans surcoût et de trouver des débouchés.

Objectif du projet

Le projet vise la promotion de l'agriculture biologique au Burkina par la formation des acteurs, la mise au point d'un cahier des charges en vue d'améliorer les conditions de vie des petits producteurs.

Résultats 2014

Amélioration du revenu : la formation des 19 agents des structures membres du CNABio sur la protection écologique vise à amener les producteurs à protéger leurs cultures à moindre coût (pas d'achat de produits chimiques de traitement) et à relever leurs revenus monétaires. L'étude d'impact prévue dans la dernière année du projet, donnera les résultats chiffrés de ces avancées.

Démultiplication des techniques innovantes : plusieurs techniques innovantes ont été démultipliées, notamment les cultures maraîchères hors-sol, très adaptées dans les villes où les ménages manquent d'espace. Une vingtaine de famille ont adopté la technique au sein de leurs cours familiales (chou, laitue et tomate), ainsi que le centre de formation en agroécologie et une école primaire de Nagréongo.

Promotion de l'agroécologie : le cahier des charges et le guide de certification participative élaborés en 2013 sont largement diffusés. Les pratiques agroécologiques ont fait l'objet de fiches techniques diffusées sur le site www.cnabio.net.

Bénéficiaires : 100 producteurs convertis en bio, dont 54 femmes, au niveau des 20 structures membres de la CNABio.

Principales activités

- formation de 50 agents de la CNABio sur l'agroécologie et l'agriculture biologique ;
- recensement des pratiques agroécologiques et agrobiologiques mises en œuvre par les membres de la CNABio, organisation de voyages d'études, de missions de suivi et diffusion des innovations paysannes ;
- élaboration d'un cahier des charges sur la production, la transformation et la commercialisation des produits biologiques et organisations de concertations nationales en vue de son adoption ;
- encadrement techniques de producteurs ;
- publicité sur les produits biologiques.

Côte d'Ivoire

Renforcement des capacités des organisations de pisciculteurs

Porteur du projet

APDRA Pisciculture Paysanne,
France
www.apdra.org

Partenaire principal

Association des pisciculteurs de Côte d'Ivoire (APCI), Côte d'Ivoire

Autres partenaires

Association des Piscirizicteurs de Gnatroa (APR Gnatroa)
Association des pisciculteurs de Luénoufla APL)
Association Modèle des Pisciculteurs de Méagui (AP2M)

Localisation du projet

Centre-Ouest et Sud-Ouest de la Côte d'Ivoire (Régions du Fromager, du Bas-Sassandra et du Haut-Sassandra), Côte d'Ivoire

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France : 50 000 €

Le projet

Face à la cherté de la viande et à la médiocre qualité des poissons fumés ou importés congelés, le poisson des étangs de pisciculture est un produit de grand intérêt. Pour faire face à l'engouement pour la pisciculture et malgré la crise politique, l'APCI regroupe des paysans pisciculteurs. Grâce au projet, ils satisfont leurs besoins de formation et d'échanges techniques. Ils augmentent la production de poisson frais et sont ainsi en mesure de répondre à la demande des consommateurs de villes et villages alentours.

Objectif du projet

Les organisations paysannes de base développent leurs capacités à accéder à des formations adaptées aux besoins de leurs membres qui, ainsi, améliorent et sécurisent leur production. Les groupes de pisciculteurs partagent leurs expériences et leurs innovations techniques.

Résultats 2014

Structuration collective : les échanges ont repris entre les pisciculteurs. Ils marquent l'instauration d'un cadre d'échanges au niveau régional, entre les groupes des différentes zones piscicoles.

Mutualisation : le filet de pêche coûte cher (entre 60 000 et 90 000 F CFA) et est très peu rentabilisé au niveau individuel. Tout nouveau pisciculteur qui adhère aux principes de fonctionnement du groupe a accès gratuitement au matériel (moyennant une adhésion de 1 000 à 10 000 F CFA). Chaque groupe a déjà acquis un filet en commun et mis en place un comité pour sa gestion.

Amélioration de la production : 11 sites piscicoles de 5,3 ha ont été réhabilités, 9 nouveaux sites aménagés pour une surface en eau de 17,5 ha et 46,3 tonnes de poisson produites.

Démarche qualité : les critères de qualité qui n'étaient plus utilisés sont de nouveau adoptés.

Accès au marché : les pisciculteurs des zones de Gagnoa, Guéyo, Méagui, Sinfra et Zédi vendent une partie de leur production en ville.

Bénéficiaires : le projet PRCPIC permet aujourd'hui à près de 500 pisciculteurs de relancer la pisciculture sur leurs sites ou d'installer de nouveaux aménagements piscicoles.

Principales activités

- diagnostic initial sur la structuration la profession dans la zone ;
- réalisation de plans de développement pour chaque groupe de pisciculteurs ;
- formations et renforcements de capacités ;
- partage d'informations et d'expériences entre les groupements ;
- actions de suivi-évaluation.

Ghana

Un choix alimentaire

Porteur du projet

Ricerca e Cooperazione (RC),
Italie
www.ongrc.org

Partenaire principal

Afram Plains Development
Organisation, Ghana

Autre partenaire

Assemblée du district « Kwahu
Nord » (administration locale)

Localisation du projet

Plaines d'Afram, région orientale,
Ghana

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France : 49 471 €

Le projet

Le projet vise à expérimenter dans les plaines d'Afram une stratégie qui lie la sécurité alimentaire et l'amélioration de l'environnement. Les fermes familiales développent l'agroforesterie et la production d'aliments bio. Côté commercialisation, le projet introduit le mécanisme de Groupe d'Achat Solidaire (GAS), qui établit un rapport horizontal entre les paysans et les consommateurs des marchés urbains situés à proximité. Les urbains adoptent des comportements de consommation « avertis ».

Objectif du projet

Le projet entend améliorer la sécurité alimentaire et augmenter les revenus de producteurs et acteurs vulnérables identifiés, grâce à un renforcement de l'agroforesterie et des pratiques d'agriculture durables, et ce dans une optique d'extension à une plus grande échelle.

Résultats 2014

Transition vers une agriculture durable : 80 % des agriculteurs impliqués dans le projet ont adopté les systèmes agro forestiers

Accès au marché : un groupe de travail s'est constitué pour concevoir une stratégie de vente des cultures vivrières bio et du bétail à travers des groupes d'achat solidaire (GAS) qui démarreront en 2015. La stratégie marketing vise à relier les agriculteurs qui produisent d'une manière durable et des consommateurs prêts à acheter les produits.

Financement : des réunions avec le Fida et la Banque africaine de développement ont permis d'explorer les possibilités de financement des groupes d'agricultrices qui veulent entreprendre des activités génératrices de revenus.

Amélioration du revenu : entre juin et octobre 2014, le groupe cible des agriculteurs ont vu leur revenu familial accru de 5 % grâce à la vente des cultures vivrières organiques. Une disponibilité accrue des produits frais, de bonne qualité, est également disponible pour la consommation familiale.

Bénéficiaires : 20 fermes familiales, dont 7 sont utilisées pour les démonstrations en agroforesterie.

Principales activités

- séances de formation sur la gestion durable des ressources naturelles pour les responsables communautaires, associatifs et de l'administration locale ;
- création de pépinières, démonstrations sur le terrain et formations appliquées pour les producteurs ;
- campagnes de sensibilisation à la gestion durable du sol et l'agroforesterie ;
- atelier sur les Groupes d'Achats Solidaires (GAS) et groupe de travail pour concevoir une stratégie de vente selon le mécanisme GAS ;
- établissements de 20 exploitations témoins, élaboration d'un Livre Blanc et diffusion des enseignements avec des médias nationaux et locaux.

Guinée

ACORH – Amélioration des Capacités des Organisations de la filière riz

Porteur du projet

GRET (Groupe de Recherche et d'Echanges Technologiques), France

www.gret.org

Partenaire principal

MGE (Maison guinéenne de l'entrepreneur), Guinée

www.mge-guinee.org

Autres partenaires

Anproca (Agence nationale pour la promotion du conseil agricole)

IRAG (Institut de Recherche Agronomique Guinéen)

Service « Semences, plants et fertilisants », direction régionale

BSD (Bureau de Stratégie et Développement), Ministère de l'Agriculture

FéProRiz (Fédération des producteurs de riz de Guinée Forestière)

FOB BG (Fédération des producteurs de Basse Guinée)

Localisation du projet

Basse Guinée, Guinée forestière

Durée

24 mois

Financement

CFSI : 30 000 €

Le projet

La République de Guinée est un des principaux pays rizicole d'Afrique mais ne parvient pas à couvrir les besoins de sa population. Le riz a également un rôle social et économique important en offrant une activité génératrice de revenus aux femmes qui le produisent et le transforment. Le projet vise à structurer les acteurs amont et aval de la filière et développer la concertation au sein de la filière. En Basse-Guinée, la filière fait la promotion du « riz de mangrove », qui a la particularité de nécessiter peu d'intrants.

Objectif du projet

Accroître la production et la commercialisation du riz en Guinée Forestière et Basse Guinée, via un appui renforcé à des groupements d'opérateurs de cette filière de l'amont (production) à l'aval (transformation, commercialisation).

Résultats 2014

Accès au marché : Un contrat important a été négocié avec le ministère des Affaires sociales mais n'a finalement pas abouti. Toutes les unions membres de la Fédération des riziers, Feri-BG sont impliquées dans le projet de mise en place de la marque collective.

Accords interprofessionnels : en Guinée forestière, des accords lient des maillons de la filière entre eux dans les localités et avec des grossistes de villes éloignées. Un nouvel accord a été tissé entre l'Union des étuveuses de N'zérékoré et des particuliers grossistes collecteurs de paddy de Sinko.

Démarche qualité : le projet poursuit les actions visant la mise en place et le test d'un dispositif de gestion et de promotion d'une marque collective. Le guide des bonnes pratiques a été largement vulgarisé. Il a servi de base à l'élaboration d'une charte qualité au niveau national.

Accès au financement : en Guinée forestière, 8 groupements d'étuveuses ont obtenu un crédit commercial de 20 000 000 GNF auprès d'une institution de microfinance. Tous les crédits contractés en 2013 ont été remboursés par les acteurs. Les 4 organisations qui ont mis en place un système de crédit interne en 2013, ont continué le système en 2014.

Principales activités

- approvisionnement en intrants, mise à disposition d'équipements et appui à la mise en valeur agricole (école aux champs, conseils) ;
- identification des acteurs pour le renforcement des capacités et formation aux principes de fonctionnement des groupements ;
- alphabétisation, formation à la gestion simplifiée ;
- introduction d'infrastructures de stockage et d'équipements de transformation, formations techniques ;
- pour les groupements déjà fonctionnels : échanges et établissement de guides de bonnes pratiques pour la promotion du « riz de mangrove » ;
- appui à la réalisation d'accords interprofessionnels et actions pour la labellisation de riz de qualité ;
- appui à la réflexion sur l'interprofession riz et séminaires nationaux d'information sur le projet et d'échanges.

Guinée Bissau

Transformation et commercialisation de produits agricoles

Porteur du projet

Essor, France
www.essor-ong.org/

Partenaire principal

Fédération paysanne KAFO
(FEDE/KAFO), Guinée Bissau

Autres partenaires

Institut National d'Investigation
sur les Technologies Appropriées
(INITA)
Ministère de l'Agriculture
FAO

Localisation du projet

Région de Oio et Cacheu, Guinée
Bissau

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France : 50 000 €

Le projet

Si les productions vivrières se sont améliorées ces dernières années en Guinée Bissau, les questions de conservation, transformation et commercialisation des surplus agricoles ont été peu abordées. L'absence d'infrastructures de stockage et de transport limite les revenus des paysans et l'approvisionnement des villes. Grâce au projet, 300 familles rurales habitant à proximité de la ville de Farim se lancent dans la transformation et le conditionnement de produits agricoles en vue d'approvisionner une nouvelle structure de commercialisation disposant d'un laboratoire de contrôle et d'un service marketing.

Objectif du projet

Le projet vise à mettre en œuvre des actions innovantes de transformation et de commercialisation des produits agricoles. Les populations rurales de Guinée Bissau augmentent leurs revenus grâce aux circuits de commercialisation créés.

Résultats 2014

Démarche qualité : le CETD, centre d'expérimentation et de démonstration de techniques innovantes de transformation des produits agricoles et de contrôle de la qualité des produits, est opérationnel. Il est aujourd'hui une référence au niveau national.

Promotion des produits locaux : La gamme des produits, un logo et des étiquettes des produits ont été conçus et la marque Sabores de Tabanca a été déposée à l'OAPI.

Unités de transformation : 151 producteurs et productrices travaillent dans 24 UTAA, unités de transformation agroalimentaires, construites dans 24 villages. En 2014, elles ont transformé 33,7 tonnes de matières premières pour un chiffre d'affaire de 3 545 € (155 €/unité/an), montant encore limité dû au caractère récent des activités.

Accès au marché : vente locale de façon autonome par les UTAA ; commercialisation des produits du CETD et des UTAA dans les centres urbains via une structure commerciale autonome : Kafo Com.

Amélioration du revenu : les unités commercialisent leurs produits et fournissent également des services de transformation. Pour développer les ventes des unités villageoises, l'unité modèle du CETD leur achète des produits, contrôle la qualité, avant de les revendre à Kafo Com. Ce dispositif récent devra être développé en 2015.

Bénéficiaires : 300 et 400 agriculteurs ont amélioré leurs débouchés grâce aux nouveaux dispositifs créés.
bé

Principales activités

- mise en place de centres techniques d'expérimentation et de contrôle qualité ;
- identification par les communautés des activités de transformation agroalimentaires les plus pertinentes et choix des responsables ;
- implantation de 30 unités de transformation agricole avec accompagnement technique et mise en place d'un dispositif d'approvisionnement en matériel de conditionnement ;
- réalisation d'études de marché, mise en œuvre de stratégies marketing, appui à la commercialisation ;
- organisation de séminaires et d'échanges d'expériences et travail continu de capitalisation et de diffusion des résultats.

Mauritanie

Promotion des pôles de production maraîchère pour un approvisionnement durable des marchés locaux

Porteur du projet

Groupe de Recherche et de Réalisations pour le Développement Rural (GRDR), France
www.grdr.org

Partenaire principal

Collectif des Unions de Coopératives de Guidimakha (CUCG), Mauritanie

Autres partenaires

Services déconcentrés de l'Etat, agriculture et développement rural

Union de Coopérative Féminine du Guidimakha (UCFG)

Localisation du projet

Guidimakha, Mauritanie

Durée

23 mois

Financement

Fondation Ensemble : 15 000 €
CFSI : 15 000 €

Le projet

La Wilaya du Guidimakha, située à l'extrême sud-est de la Mauritanie, reste déficitaire en légumes malgré une pluviométrie avantageuse. Avec le projet, les productrices (la production maraîchère est assurée par les femmes) mettent en place des techniques innovantes pour limiter le recours aux intrants, accroître leurs revenus et garantir l'approvisionnement durable des marchés urbains en légumes.

Objectif du projet

Grâce aux nouvelles techniques et organisations, les maraîchères accroissent la production et la rentabilité de leurs activités et commercialisent en circuit court. Davantage de légumes de qualité sont disponibles à Sélibaly et sur les autres marchés urbains, et leur prix baisse. La filière se structure et se dynamise.

Résultats 2014

Structuration collective : le lien entre les femmes vendeuses des légumes et les producteurs maraîchers a permis d'améliorer les conditions précaires de la vente des légumes au Guidimakha.

Amélioration de la commercialisation : le projet a mis en place un dispositif d'appui aux femmes vendeuses des légumes, après un appui conséquent aux producteurs. Il s'agit de doter les femmes des outils de commercialisation de légumes, notamment les tables, des ombrières, et de système de conservation. 16 femmes vendeuses ont été appuyées dans ce sens.

Accès au financement : un fonds de roulement est logé dans une institution de micro finance locale.

Promotion des produits locaux : la journée des coopératives maraîchères, organisée durant la foire agropastorale et artisanale, a suscité à la fois un cadre d'échanges entre acteurs économiques et structures d'appui, leur convergence vers un marché commun ainsi que l'amélioration des revenus des producteurs. Pendant 2 jours, 234 personnes ont animé 98 stands et accueilli plus d'un millier de personnes. La couverture médiatique aidant, cet événement a permis aux producteurs les plus enclavés de faire connaître leurs produits et de lier des contacts utiles pour écouler leurs productions.

Bénéficiaires directs : 26 coopératives maraîchères, 1555 producteurs de légumes en année 1 et 394 supplémentaire en année 2.

Principales activités

- appui à la création d'un cadre de concertation pour une meilleure équité au sein de la filière ;
- organisations de voyages d'étude et de la journée des coopératives maraîchères ;
- formations techniques, en particulier sur la lutte intégrée des parasites et des ravageurs ;
- appui aux investissements innovants en équipements et infrastructures de gestion de l'eau et de fertilité des sols ;
- formations commerciales, améliorations des conditions de vente, mise en place de dispositif d'appui à la commercialisation.

Sénégal

Pour que les exploitations familiales nourrissent les villes !

Porteur du projet

Fédération des Organisations Non Gouvernementales du Sénégal (FONGS), Sénégal
www.fongs.sn

Partenaire principal

Comunita Impegno Servizio Volontariato (CISV), Italie
www.cisvto.org

Autres partenaires

Associations UJAK
Association ASESCAW
Union des groupements paysans de Niayes
Entente de Diouloulou
Maison familiale rurale de Ziguinchor
Une association de la banlieue dakaroise

Localisation du projet

Tout le territoire national, Sénégal

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France : 50 000 €

Le projet

Les circuits dominants de commercialisation des produits agricoles sénégalais ne s'adaptent pas aux exigences des ménages consommateurs qui aspirent de plus en plus à des produits de qualité conditionnés sous des formats adaptés. Le projet cherche à insérer les exploitations familiales dans des circuits de commercialisation plus courts avec une meilleure identification, valorisation et accessibilité des produits pour les populations urbaines et péri-urbaines. Cette proximité producteurs-consommateurs est aussi une opportunité pour l'adoption des techniques agricoles durables.

Objectif du projet

Le projet vise la mise en relation des zones rurales de production avec centres urbains de consommation, par le soutien à l'amélioration de 1) la qualité des produits des exploitations familiales et le respect par ces produits des principes de la gestion durable des ressources naturelles, et 2) leur accessibilité pour les populations urbaines.

Résultats 2014

Accès au marché : les 5 associations ont chacune mis en place un comité de commercialisation et développé son propre réseau de commercialisation. Les opérations de mise en marché sont maintenant fréquentes (1 opération/ semaine).

Amélioration du revenu : les opérations de mise en marché sont économiquement viables, permettent une meilleure rémunération des produits des EF et génèrent des surplus.

Démarche qualité : 5 cahiers de charge de qualité ont été élaborés sur différents produits par 5 associations rurales : riz, produits maraîchers, produits de cueillette et poisson fumé. 300 exploitations familiales ont été formées sur ces cahiers des charges et bénéficient d'un suivi des animateurs pour une production de qualité.

Promotion des produits locaux : les initiatives de commercialisation de produits de qualité portées par les 5 associations contribuent à améliorer l'image des produits locaux auprès des consommateurs urbains. Les produits sont appréciés.

Conditionnement : Au niveau des 5 associations engagées dans la production de qualité, des supports de conditionnement : paniers artisanaux pour les produits horticoles et de cueillette à Ziguinchor ; cageots pour les légumes à Thiès ; sacherie pour le riz à Saint-Louis, ont accru la visibilité des produits.

Changement d'échelle : la démarche qualité a été reprise sur plusieurs autres produits par d'autres associations membres de la FONGS et du CNCR : démarche jugée porteuse d'impact sur la contribution des EF à la sécurité alimentaire.

Bénéficiaires : 5 associations rurales (maraîchers et riziers), soit 300 familles.

Principales activités

- organisation de sessions de formations sur les techniques agricoles durables au niveau des 6 associations et démultiplication pour 300 exploitations familiales ;
- suivi des 300 exploitations et de la qualité de leurs produits ;
- études de marchés, mise en place de 10 points de vente, formations de leurs responsables, rencontres avec les associations ;
- six ateliers locaux de capitalisation et atelier national de synthèse, production et diffusion de support d'animation et de diffusion.

Sénégal

Développement Economique Durable et Ecocitoyenneté (DEDE)

Porteur du projet

Groupe de Recherche et de Réalisations pour le Développement Rural (GRDR), France
www.grdr.org

Partenaire principal

Conservatoire de la réserve naturelle communautaire du Boundou, Conservatoire régional des espaces naturels (CORENA), Sénégal

Autres partenaires

Inspection Régionale des Eaux et Forêts (IREF)
Inspections Départementales de l'Education Nationale (IDEN)

Localisation du projet

Réserve Naturelle Communautaire (RNC) du Boundou, Région de Tambacounda, Sénégal

Durée

36 mois

Financement

Fondation Ensemble : 25 000 €
CFSI : 25 000 €

Le projet

Au Sénégal, les ressources forestières sont essentielles aux populations rurales. En dehors du bois qui offre de nombreuses opportunités d'emplois, la forêt produit beaucoup de fruits, de racines, de gomme, d'écorces, etc. Les populations et les organisations de société civile s'orientent vers des initiatives de cogestion forestière, en particulier pour la réserve nationale du Boundou (120 000 ha de forêt). L'objet du projet est d'accompagner cette dynamique émergente. Au-delà de la filière avicole sauvage (pintade), les populations valorisent et protègent de nouvelles espèces arboricoles.

Objectif du projet

Les populations valorisent les produits forestiers pour l'approvisionnement des marchés urbains, et prennent ainsi conscience de sa richesse et de son rôle dans l'amélioration des conditions de vie.

Résultats 2014

Structuration collective : 10 cadres de concertation villageois et un cadre de concertation intercommunautaire ont été mis en place. 8 séances de sensibilisation ont été organisées sur la mise à feu précoce, la lutte contre les feux de brousse, coupes illicites et le braconnage

Organisation des filières : 10 groupements de producteurs et 8 groupements de femmes transformatrices ont été installés. Ces groupements sont organisés autour de quatre unités de fabrication de poudre de baobab et de galettes de jujube.

Production et mise en marché : pour la campagne 2014, plus de 30 tonnes de fruit de baobab ont été collectées et vendue par les femmes pour une valeur approximative de 4 500 000 francs CFA. Une partie de ce produit a été transformée avant d'être commercialisée à raison de 1 250 FCFA le kg de poudre pour un total de 2,5 tonnes (3 125 000 FCFA).

Amélioration du revenu : la structuration des acteurs des deux filières, leur renforcement en matière de valorisation des produits forestiers et l'appui à la commercialisation ont amélioré de façon considérable les revenus des producteurs.

Bénéficiaires : 170 personnes bénéficient au renforcement institutionnels), 222 initiées aux techniques de transformations et 30 producteurs formés aux techniques de collecte

Principales activités

- recrutement d'un agent de développement local, renforcement des clubs de protection de la nature, mise en place d'un cadre de concertation ;
- sensibilisation dans les écoles, émissions de radios ;
- structuration des producteurs par filière, formation des acteurs des filières, voyages d'études et d'échanges sur les produits forestiers non-ligneux (PFNL) ;
- business plan, allocation de bourses d'équipements et de production et suivi des micro-entreprises rurales (MER) ;
- mise en place d'un dispositif d'électrification solaire ;
- adoption d'une Charte de qualité environnementale et travail sur la visibilité du label RNC ;
- voyages d'échanges sur le marketing des PFNL, participation aux foires régionales et nationales ;
- capitalisation et diffusion des bonnes pratiques.

Sénégal

Amélioration de l'approvisionnement des marchés urbains en produits maraîchers

Porteur du projet

Agronomes & Vétérinaires sans Frontières (VSF-CICDA), France
www.avsf.org

Partenaire principal

Association de Développement Communautaire Ninnaba (ADC Ninnaba), Sénégal

Autres partenaires

DRDR (direction régionale du développement rural)
ANCAR (Agence nationale du conseil agricole et rural)
ARD (l'Agence régionale de développement)

Localisation du projet

Kolda, Sénégal

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France : 49 500 €

Le projet

Trois groupements de maraîchers choisis parmi les plus dynamiques de Salikégné améliorent leur production en utilisant des techniques agroécologiques. Ils augmentent ainsi l'approvisionnement en légumes des marchés urbains de Kolda et de ses environs (région la plus pauvre du Sénégal). Ils font connaître leurs résultats auprès de tous les groupements d'ADC Ninnaba.

Objectif du projet

Le projet vise à augmenter la production des maraîchères de Salikégné par la diffusion de modes de culture agroécologiques et à améliorer l'approvisionnement des marchés de Kolda et ses environs par le renforcement des capacités de commercialisation des groupements maraîchers.

Résultats 2014

Structuration collective : les différentes formations ont constitué de grands ateliers paysans qui ont servi à échanger sur la structuration globale de la filière et la synergie entre les différentes organisations paysannes. Ces échanges ont abouti à la mise en place du Cadre de coopération pour la promotion du maraîchage (CCPM) qui s'est finalement formalisé en Coopérative maraîchère à vocation économique pour prendre en charge les questions d'accès aux intrants et de commercialisation.

Augmentation de la production : l'adoption d'une approche agroécologique a amélioré les rendements et la qualité des produits. Au total, plus de 96 tonnes de légumes ont été produites, dont 98 % vendues et 2 % autoconsommées.

Amélioration du revenu : les revenus des maraîchers obtenus par la commercialisation de leur production ont triplé au bout de 3 ans (de 12 millions à 45,7 millions à fin 2014).

Accès au marché : début de collaboration avec l'Agence de régulation des marchés (ARM).

Intégration agriculture élevage : le projet a travaillé à davantage de concertation et de coopération entre plusieurs acteurs aussi bien au sein de la filière que sur d'autres filières (lait, aviculture). L'animation de rencontres informelles sur des thèmes centraux pourrait atténuer les velléités de concurrence entre les organisations et permettre une synergie sur certaines missions.

Bénéficiaires : 448 maraîchers dont 65 femmes de moins de 25 ans

Principales activités

- sélection des 3 groupements maraîchers les plus dynamiques et construction de 3 périmètres clôturés d'au moins 1 ha chacun ;
- formation des relais puis des maraîchers sur les techniques conventionnelles et agroécologiques ;
- constitution des stocks d'intrants biologiques et accompagnement dans l'amélioration de la fertilité des sols ;
- formation des responsables de la commercialisation de chaque groupement ;
- partage des résultats obtenus à l'ensemble des membres de Ninnaba.

Sénégal

Développement de l'élevage et structuration de la filière laitière

Porteur du projet

GRET (Groupe de Recherche et d'Echanges Technologiques), France

www.gret.org

Partenaire principal

Cadre de Concertation des Collectivités Locales du Département de Dagana (CDC Dagana)

Autres partenaires

Conseil Régional de St Louis
Centre de Gestion et d'Economie Rurale de la Vallée (CGER)
Radios locales de Richard Toll et Dagana
Services techniques de l'Elevage, des Eaux et Forêts

Localisation du projet

Département de Dagana, Nord du Sénégal

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France : 50 000 €

Le projet

Les productions agricoles sénégalaises ne peuvent se développer de façon pérenne que si les exploitations familiales ont un accès durable aux facteurs de production et à des services adaptés à leurs besoins. Le projet œuvre à la consolidation des services aux éleveurs, à la qualité de leur gestion et à la concertation des acteurs concernés par le secteur de l'élevage dans le département de Dagana.

Objectif du projet

Le projet vise à mettre en place des conditions propices à l'évolution des systèmes d'élevage (accès aux services financiers et non financiers, valorisation du lait et de la viande) afin d'améliorer la production laitière et les revenus des familles d'éleveurs. Les éleveurs s'organisent pour peser davantage dans la filière lait et collaborent avec les autres professions, les collectivités locales et les services de l'Etat.

Résultats 2014

Augmentation de la collecte : 946 tonnes de lait ont été collectées par la Laiterie du Berger, soit une augmentation de + 32 % par rapport à 2013 et de + 29 % par rapport à la moyenne des 3 années antérieures au projet.

Structuration de la filière : la structuration des éleveurs autour de service à la production se met en place avec l'existence de 17 centre de services de proximité (CSP) regroupant 838 producteurs-trices laitiers. L'Apess (organisation régionale d'éleveurs) se rapproche de ces CSP et s'implique dans la mise en place d'échanges interprofessionnels avec la Laiterie du berger (LDB), présageant de l'émergence d'une organisation d'éleveurs représentative de la filière lait dans la zone. Un cadre de concertation multi acteurs (services de l'Etat, collectivités locales, éleveurs et organismes d'appui) s'est mis en place et a défini un plan d'actions pour 2015.

Amélioration du revenu : 80 % des fournisseurs ont un revenu moyen issu de la vente de lait supérieur à 20 000 FCFA.

Promotion des produits locaux : un site Web, agroalimentaire.sn, a été créé.

Bénéficiaires : plus de 1 200 exploitations familiales pratiquant l'élevage

Principales activités

- amélioration du service de collecte, suivi de la qualité sanitaire et physicochimique du lait, formations aux soins vétérinaires ;
- expérimentations dans des exploitations relais et diffusion d'innovations sur les systèmes d'élevage ;
- appui à l'emboûche et à la commercialisation de la viande ;
- diagnostic et plan organisationnels sur les structures professionnelles existantes, formations à la gestion et à l'animation, rencontres interprofessionnelles ;
- animation d'un dispositif de concertation ;
- mise en place d'un observatoire de la filière lait local, travaux de capitalisation, communication.

Togo

Appui à la formation et à l'insertion des jeunes ruraux et à la sécurité alimentaire

Porteur du projet

Union Nationale des Maisons Familiales de Formation Rurale du Togo (UNMFFRT), Togo

Partenaire principal

Union Nationale des Maisons Familiales Rurales d'Education et d'Orientation (UNMFREO), France

Autre partenaire

Institut d'Appui et de Conseil Technique (ICAT)

Localisation du projet

Dampiong (Région des Savanes) et Lama-Tessi (Région Centrale), Togo

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France : 49 574 €

Le projet

Les Maisons Familiales de Formation Rurale du Togo ont accompagné un grand nombre de jeunes depuis 1964. Elles sont néanmoins confrontées à la difficulté de conduire des formations en alternance et à l'absence d'aide aux projets d'installation agricole. Avec ce projet, 2 MFFR forment et accompagnent dans leur projet d'installation des jeunes ruraux analphabètes sur des sites d'apprentissage. Les formateurs et les stagiaires mettent en pratique des techniques agroécologiques en aviculture, maraîchage, et production céréalière.

Objectif du projet

Le projet vise à améliorer la formation de 3 promotions de jeunes en production avicole, maraîchère et vivrière sur la base de techniques de production agroécologiques. Les jeunes s'installent avec plus de facilité et sont mieux qualifiés et organisés pour contribuer à nourrir les populations défavorisées des villes situées à proximité.

Résultats 2014

Amélioration de la production : le nombre de poules par famille est passé de 21 en moyenne à 94. Les rendements du maïs et du soja ont également augmenté (de 1 à 2 tonnes pour le maïs et de 700 à 1 000 kg pour le soja).

Accès au marché : la coopérative Bitambinan développe la production et la conservation de l'oignon pour alimenter les marchés locaux. La coopérative Persévérance a mis en place un système de pré-warrantage et a vendu 9,5 tonnes de maïs fin 2013 sur le marché local. Elle a aussi signé un contrat de vente avec la Société Bio for ever (livraison de 15 tonnes de soja).

Accès au financement : l'UNMFFRT a initié une action de pré-warrantage afin de permettre à la coopérative Persévérance de ne pas brader le stock de maïs réalisé en prévision du remboursement du crédit obtenu au niveau de l'institution de microfinance Wages. Deux coopératives (20 membres) ont eu un crédit de 1 700 000 F CFA.

Amélioration du revenu : La diminution de l'utilisation des intrants chimiques et l'augmentation des rendements ont entraîné une augmentation substantielle des revenus au niveau des jeunes en formation et de leurs familles.

Bénéficiaires directs : 4 coopératives créées par 34 personnes

Principales activités

- appui organisationnel et institutionnel des MFFR concernées
- formation des membres des MFFR (gestion, élevage ; techniques agroécologiques,...) ;
- mise en place d'unités d'apprentissage et organisation de formations en alternance de qualité, organisation d'un colloque d'échanges d'expérience ;
- appui aux jeunes pour leur installation et leur organisation en groupements.

Togo

Une boutique-bar-restaurant pour la vente de produits locaux

Porteur du projet

Elevage sans frontières (ESF),
France
www.elevagessansfrontieres.org

Partenaire principal

Organisation d'Appui à la
Démocratie et au
Développement Local (OADEL),
Togo
www.oadel.org

Autre partenaire

Institut de Conseil et d'Appui
Technique (ICAT)

Localisation du projet

Lomé et la Région des plateaux,
Togo

Durée

18 mois

Financement

Fondation de France : 15 000 €

Le projet

La boutique-bar-restaurant commercialise exclusivement des produits locaux. C'est aussi un lieu de sensibilisation des urbains à l'importance de privilégier des produits togolais de qualité. Les petits producteurs de la région des Plateaux qui fournissent la boutique s'organisent collectivement pour la production et la vente. Ainsi ils sécurisent leurs débouchés.

Objectif du projet

Le projet vise à promouvoir la consommation de produits alimentaires locaux auprès des habitants de Lomé et à améliorer les revenus de petits producteurs de la région des plateaux, en particulier des éleveurs de petits animaux.

Résultats 2014

Accès au marché : la BoBaR, ouverte en décembre 2013, est devenue un point de référence pour la vente des produits locaux à Lomé. 46 transformatrices et transformateurs exposent près de 250 produits locaux. Leur nombre ne cesse d'augmenter.

Amélioration du revenu : en 9 mois de fonctionnement, les recettes brutes de la BoBaR se sont élevées à 10 027 euros, soit un peu plus de 1 100 euros par mois, ceci seulement grâce au bouche à oreille. 70 % des recettes vont aux transformateurs et une bonne partie retourne aux petits producteurs pour l'achat de matières premières agricoles.

Démarche qualité : grâce au partenariat avec l'Institut togolais de recherche agronomique (Itra), 5 unités de transformation de certifient la qualité de 41 produits. De nouveaux emballages et étiquettes assurent la traçabilité des produits.

Promotion des produits locaux et sensibilisation des consommateurs urbains : en un an, 1 600 personnes ont été sensibilisées et 17 % d'entre elles font des achats réguliers. Par ailleurs, 96 femmes ont participé à des ateliers d'initiation à la cuisine des produits locaux.

Emploi : la contractualisation de 46 transformateurs avec la BoBaR a consolidé 136 emplois dont 50 % féminins.

Bénéficiaires directs : plus de 500 familles de producteurs agricoles ; indirects : 2 500 familles de consommateurs

Principales activités

- suivi et encadrement des producteurs, mise en place d'outils de suivi de la production, négociation d'un accord collectif sur les prix de vente, communication avec la boutique sur l'approvisionnement ;
- création, gestion et animation de la boutique et du bar-restaurant avec une mise en relation des consommateurs, des transformateurs et des producteurs.

Burkina Faso

Développer les chaînes de production agroécologiques selon les principes de l'économie sociale et solidaire

Porteur du projet

Autre Terre asbl
Belgique
www.autreterre.org

Partenaire principal

ATAD (Association Technique d'Assistance au développement) Burkina Faso

Autres partenaires

APIL (Action pour la promotion des initiatives locales), Burkina Faso
Le Baobab, Burkina Faso

Localisation du projet

Sanmatenga (Kaya), Bulkiendé (Koudougou et Villy) et Ouagadougou, Burkina Faso

Durée

36 mois

Financement

Fondation Ensemble : 48 596 €

Le projet

Pour améliorer les conditions de vie des producteurs, le projet propose d'augmenter la production et les ventes (maraîchères, apicoles et agropastorales). Pour ce faire, il organise des formations, appuie la structuration des groupements de producteurs, met à disposition du matériel moderne et crée trois unités économiques (laiterie, miellerie, centre d'élevage).

Objectifs du projet

- améliorer les pratiques maraîchères, agropastorales et apicoles, pour qu'elles soient plus respectueuses de l'environnement, plus productives et plus durables.
- améliorer la qualité de vie des populations.
- augmenter les revenus de la population.

Résultats 2014

Sensibilisation à l'agroécologie : 240 agropasteurs ont été sensibilisés. 45 missions de sensibilisation au changement climatique ont permis de toucher 742 apiculteurs. 95 % des bénéficiaires développent des mesures d'adaptation aux changements climatiques.

Production et vente : le centre apicole a presque doublé son chiffre d'affaire (61 353 000 FCFA en 2013) et enregistre un bénéfice net de 5 360 850 FCFA. Le centre assure 95 % de ses dépenses. Le centre d'élevage connaît depuis 2012 un résultat net d'exploitation positif. Il collecte plus de 30 000 litres de lait. La laiterie collecte 98 618 litres de lait (+233 %). Les agropasteurs ont accru leur revenu net moyen de 683 euros en début de programme à 1 639 euros en 2013.

Productivité des agropasteurs : la productivité est passée de 2,33 litres par vache par jour en 2011 à 6 litres en 2013.

Bénéficiaires directs : 982 apiculteurs et agropasteurs.

Bénéficiaires indirects : 2 100 apiculteurs et 850 agropasteurs (membres des familles des bénéficiaires directs)

Principales activités

- Sensibilisation du grand public à l'agroécologie, réalisation d'actions collectives de protection de l'environnement ;
- formations pratiques à l'agroécologie, aménagement de périmètres maraîchers, amélioration qualitative et quantitative de la production ;
- création et développement de filières de vente ;
- création d'une ferme pédagogique, formation de 40 adolescents (technique et linguistique) ;
- accompagnement des comités villageois et de producteurs dans leur structuration légale.

Burkina Faso

Améliorer la production durable du niébé

Porteur du projet

VECO (Vredeseilanden)

Belgique

www.vredeseilanden.be

Partenaire principal

UPPA (Union Provinciale des Professionnels Agricoles de l'Est et du Centre-Est)

Burkina Faso

Autres partenaires

Direction Régionale de l'Agriculture, Burkina Faso

FEPA-B (Fédération Nationale des Professionnels Agricoles du Burkina), Burkina Faso

Localisation du projet

Région du Centre-Est et de l'Est du Burkina (Tenkodogo/Fada N'Gourma), Burkina Faso

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France : 50 000 €

Le projet

Le projet veut renforcer l'organisation des producteurs et transformateurs de niébé. Il veut également assurer l'accès aux intrants, former et suivre les membres de l'UPPA dans le respect des itinéraires techniques de production et de transformation, dans l'amélioration du stockage et de la conservation du niébé et dans la commercialisation. Le projet va enfin appuyer la concertation entre les opérateurs de la filière niébé, et le développement de la contractualisation avec les grossistes et les boutiques.

Objectif du projet

A l'issue du projet, une chaîne d'agriculture durable de niébé aura été développée, de préférence sur le niveau local et régional. Les paysans organisés influenceront avec succès les relations commerciales (prix, ressources, pouvoir) et améliorent leurs revenus nets.

Résultats 2014

Contractualisation : une étude commanditée par VECO a identifié des entreprises désireuses de nouer des partenariats commerciaux avec les producteurs locaux. Leur demande annuelle en niébé et ses produits dérivés est établie. Cette étude concourt à donner confiance aux acteurs de la filière et à favoriser la conquête de nouveaux marchés par contractualisation.

Structuration : la filière niébé a été restructurée : des unions nationale, régionale, provinciale et départementale des producteurs de niébés ont été créées. La difficulté d'obtenir l'adhésion de tous les acteurs pour la mise en place d'une entité qui gère le volet économique (la commercialisation du niébé) retarde la mise en œuvre du projet.

Innovation : la professionnalisation des producteurs de niébé passe par la contractualisation de leur relation commerciale et l'élaboration de cahiers des charges.

Bénéficiaires directs : 2 300 familles ; indirects : 9 000 familles.

Principales activités

- Structuration des organisations ; formation sur l'organisation et la gestion des organisations paysannes, la production et la protection phytosanitaire du niébé, de conservation et de stockage, etc. ;
- mise en relation et appui conseil pour l'accès au crédit ;
- soutien à l'installation des unités de transformation de niébé ;
- facilitation de la commercialisation des produits des membres (contrats négociés dans le cadre de la vente groupée niébé grain) ;
- tenue des cadres de concertation entre les acteurs de la filière niébé.

Burkina Faso

Promotion de l'Alimentation des Villes par l'Agriculture Familiale (PAVAF)

Porteur du projet

SIAD (Service International d'Appui au Développement)

France

www.siad.asso.fr

Partenaire principal

ADECO (Association pour le Développement Communautaire)
Burkina Faso

Autres partenaires

APM2A (Agence pour la Promotion de la Petite et Moyenne Entreprise en Agriculture et en Artisanat),
Burkina Faso

CIRAD (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement), France

COFIDES Nord-Sud (Coopérative Financière pour le Développement de l'Economie Solidaire Nord-Sud), France

INERA (Institut de l'Environnement et de Recherches Agricoles), Burkina Faso

UCEC Sahel (Union des Caisses d'épargne et de crédit du Sahel),
Burkina Faso

Le projet

Le projet vise à améliorer la situation des productrices rurales d'oignons.

Objectif du projet

Renforcer de manière durable l'accès des productrices d'oignons à des marchés urbains rémunérateurs, par la construction de centres de stockage et la mise en place d'une entreprise de services assurant l'approvisionnement en intrants, le stockage et la commercialisation groupée des productions.

Résultats 2014

Formation des femmes : les productrices ont bénéficiées de plusieurs formations sur les itinéraires techniques, la commercialisation ou encore la récolte. Elles ont été sensibilisées à la démarche de l'ESOP.

Revenus : les ménages ciblés améliorent et diversifient leurs revenus : les productrices ont générés un revenu de 15 000 à 20 000 FCFA grâce à l'achat de leur production par l'ESOP. La vente à l'ESOP permet aux femmes de gagner du temps, de réaliser des achats en gros (sac de mil), d'investir (animaux) et de faire face aux grosses dépenses.

Produits locaux : l'offre d'oignons locaux a augmenté sur les marchés urbains locaux et nationaux. La production vendue à l'ESOP est passée de 10 tonnes en 2012 à 85 tonnes en 2014 (prévisions).

Accès au marché : les principaux circuits de commercialisation sont les sites miniers de la région du Sahel et Ouagadougou.

Bénéficiaires : 500 productrices d'oignons

Localisation du projet

Province de l'Oudalan,
communes de Gorom, Oursi et
Tin Akoff, Burkina Faso

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France : 50 000 €

Principales activités

- Formation des responsables de l'équipe projet en planification et suivi-évaluation ; outils de suivi-évaluation ;
- mise en place de l'ESOP (Entreprise de services et organisation de Producteurs) : études de modélisation, campagne test de production-collecte-commercialisation, accompagnement de l'ESOP ;
- mise en place d'un accord pour l'octroi de crédits garantis entre les institutions financières et la COFIDES Nord-Sud ;
- organisation d'un voyage d'études pour les productrices ;
- mise en place d'un dispositif pour le suivi de la création de revenus/emplois et la répartition de la valeur ajoutée.

Cap Vert

Transformer les produits agricoles de São Nicolau pour approvisionner les villes

Porteur du projet

ESSOR
France
www.essor-ong.org

Partenaire principal

ORAC SN (Organisation des Associations Communautaires de São Nicolau)
Cap Vert

Autres partenaires

AGRAFE, Cap Vert
Délégation du Ministère de l'Environnement, du Développement Rural et des Ressources Marines, Cap Vert
Municipalités de Cidade da Ribeira Brava et Tarrafal, Cap Vert
PARES, Cap Vert

Localisation du projet

Ile de São Nicolau, Cap-Vert

Durée

36 mois

Financement

CFSI : 50 000 €

Le projet

Le projet vise à développer les activités de transformation agro-alimentaire des petits paysans à São Nicolau afin d'améliorer l'approvisionnement des centres urbains du Cap-Vert et les revenus des populations rurales de l'île.

Objectif du projet

Les agriculteurs et éleveurs de l'île de São Nicolau transforment leurs produits et les commercialisent dans les villes de São Nicolau et dans les îles voisines.

Résultats 2014

Formation : plus de 260 producteurs ont suivi des formations en techniques de transformation et en hygiène agroalimentaires.

Accès au marché : à Santo Antão, 30 unités de transformation (58 femmes et 13 hommes) alimentent la coopérative de commercialisation Pares en fromage affiné, nectar et jus de fruits. A São Nicolau, 25 groupes (54 femmes et 6 hommes) écoulent leurs produits dans des points de vente et lors des foires agricoles.

Amélioration du revenu : les petits producteurs et les femmes perçoivent des revenus complémentaires grâce à la transformation agroalimentaire à vocation commerciale.

Démarche qualité : le taux de perte des fromages affinés est passé de 40 % en 2012 à moins de 20 % en 2014. Pour les produits transformés, les producteurs ont accès à des emballages de qualité qui garantissent une meilleure présentation et conservation.

Promotion des produits locaux : la coopérative Pares est reconnue au niveau de l'île de Santo Antão mais aussi au niveau national, comme maillon fondamental pour la mise sur le marché durable des productions paysannes

Bénéficiaires directs : 100 familles ; indirects : 13 000 familles.

Principales activités

- formation aux méthodes de transformation des produits ;
- accompagnement des expérimentations participatives sur la transformation des produits ;
- élaboration et diffusion auprès des producteurs des documents pédagogiques sur les techniques et expériences de transformation agro-alimentaire et de commercialisation ;
- appui à la création et au développement de micro-entreprises de transformation agro-alimentaire sur SaoNicolau ; appui à la création d'une succursale de PARES à Sao Nicolau ;
- organisation de l'approvisionnement en emballages et autres produits nécessaires au fonctionnement des micro-entreprises de transformation ;
- organisation des marchés pour commercialiser des produits agricoles dans les villes de Tarrafal et de Ribeira Brava.

Côte d'Ivoire

Promotion d'une agriculture familiale périurbaine intégrée à Korhogo (PAFPIK)

Porteur du projet

RONGEAD (Réseau d'ONG Européennes sur le commerce, l'agroalimentaire, l'environnement et le développement)

France

www.rongead.org

Partenaire principal

CHIGATA Femmes, Solidarité et Développement Durable

Côte d'Ivoire

Localisation du projet

Korhogo, Côte d'Ivoire

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France : 50 000 €

Le projet

Le projet encourage un modèle d'interaction rural - urbain durable dans le pays Sénoufo en reliant, par des circuits courts intégrés, l'agriculture familiale et l'activité urbaine, pour permettre une amélioration des conditions de vie et une sécurisation de la souveraineté alimentaire locale.

Objectifs du projet

- Améliorer les revenus des groupements d'agriculteurs familiaux de Korhogo.
- Préserver l'environnement par l'augmentation des capacités locales de gestion des déchets.
- Promouvoir les échanges à l'échelle du pays Senoufo

Résultats 2014

Appui, formation et diffusion : 12 groupements maraichers (449 personnes dont 384 femmes) ont suivi des formations (compostage, bio pesticide, vente). Le volet agro-écologique a eu un impact important : un an après les formations, 60 % des personnes utilisent les techniques apprises.

Production maraichère : les volumes ont augmenté de 20 % dans les périmètres utilisant le fertilisant du bio digesteur.

Production énergétique : la collecte des déchets urbains permet une valorisation des déchets organiques. Les agriculteurs familiaux périurbains bénéficient des fertilisants. 3 bio digesteurs classiques ont été construits et 2 bio digesteurs expérimentaux ont été réalisés permettant une baisse des coûts de méthanisation de 40 à 65 % par rapport au modèle classique.

Nourrir les villes : 9 groupements maraichers donnent 1/3 de leur production aux cantines scolaires. Les quantités commercialisées sur les marchés locaux et urbains ont augmenté de plus de 15 %.

Bénéficiaires directs : 450 maraichères et maraichers ; indirects : 4 000 familles.

Principales activités

- renforcement des capacités des organisations périurbaines de producteurs agricoles (appui à la structuration des OP, formations, appui à l'organisation de filières courtes, etc.) ;
- promotion de systèmes de collecte des déchets organiques urbains et périurbains synergiques et soutenables (identifications d'opportunités, appui technique) ;
- renforcement des capacités de valorisation des déchets organiques au service de l'agriculture familiale et des besoins communautaires ;
- appui à la pérennisation et promotion des effets démultiplicateurs (sensibilisation, atelier de partage d'expériences, etc.).

Gambie

Améliorer les moyens d'existence par l'agriculture commerciale (LINK)

Porteur du projet

Concern Universal
Royaume-Uni
www.concer-universal.org

Partenaire principal

WASDA (Wuli and Sandu
Development Agency)
Gambie

Autre partenaire

NACCUG (Association Nationale
des Coopératives de Crédit),
Gambie

Localisation du projet

Haute Région du Fleuve Gambie,
Gambie

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France : 48 000 €

Le projet

Le projet vise à aider les agriculteurs à accroître les surfaces cultivées, la qualité et l'écoulement des produits des exploitations familiales pour améliorer les revenus, la nutrition et la sécurité alimentaire, par la formation en agriculture, entrepreneuriat et communication.

Objectif du projet

Améliorer de manière durable la productivité agricole, l'accès aux marchés et l'intégration des exploitants pauvres impliqués dans l'agriculture familiale de la Haute Région du Fleuve de la Gambie.

Résultats 2014

Amélioration de la production : les pépinières des femmes soutenues par le projet affichent un taux de germination de 90 %. L'irrigation de 20 ha de riz a fait passer le rendement de 2,5 t à 9,2 t/ha.

Augmentation de la sécurité alimentaire : la consommation de légumes dans les familles des horticultrices a augmenté de 63 % en un an. Les familles de riziculteurs ont vu la période de soudure passer de 6 à 1 ou 2 mois, voire disparaître totalement pour deux communautés.

Accès au marché : 5 coopératives féminines se sont formées au marketing. La vente groupée leur a permis de multiplier par 3 ou 4 le prix de vente du concombre. Celui des tomates et des aubergines a augmenté respectivement de 66 et de 50 %.

Amélioration du revenu : une étude d'impact a montré que les femmes cultivant des jardins soutenus par le projet, ont gagné en moyenne un revenu supplémentaire de 190 €/an. Les 6 jeunes agricultrices et les 4 jeunes agriculteurs qui ont bénéficié de la formation à long-terme et de l'appui à l'installation, ont tous créé leur entreprise agricole. Leurs revenus ont augmenté de 70 % par rapport à leur situation avant la formation.

Sécurisation du foncier : 11 groupes de femmes ont pu sécuriser l'accès au foncier et peuvent maintenant s'engager dans des investissements à long terme.

Pérennisation et changement d'échelle : trois communautés ont répliqué le programme riz du projet et ont su mobiliser des investisseurs privés pour s'équiper.

Bénéficiaires directs : 1 900 familles ; indirects : 5 100 familles.

Principales activités

- Sensibilisation et formation des agriculteurs en production maraîchère d'hivernage ;
- soutien à la culture du riz et au développement de jardins (fourniture d'intrants et d'équipements) ;
- formation des coopératives et établissement d'un système d'information sur le marché ;
- promotion des produits grâce à des foires ;
- facilitation de l'accès à un programme de fonds de roulement (microcrédits).

Mali

Développer la production des groupements maraîchers par la mise en place de paysans relais

Porteur du projet

AFDI (Agriculteurs Français et Développement International)
www.afdi-opa.org

Partenaire principal

AOPP (Association des Organisations Professionnelles Paysannes)
www.aopp-mali.org

Autres partenaires

Assemblée régionale de Mopti, Mali
Conseil régional du Centre, France

Localisation du projet

Région de Mopti, Mali

Durée

36 mois

Financement

CFSI : 40 000 €

Le projet

Le projet vise l'augmentation de la production maraîchère commercialisable par la formation (technique, économique, pédagogique) de paysans-relais, qui formeront les membres de leurs groupements de base ; la mise en place d'essais de production de semences d'oignon chez des paysans ; l'appui à la diffusion de l'expérience.

Objectifs du projet

- accroître la production maraîchère vendue localement.
- initier une production locale de semences d'oignon.
- améliorer les capacités de communication et de gestion

Résultats 2014

Formation : 10 paysans relais ont suivi deux formations sur la culture de l'oignon et sur l'utilisation des matériels et outils de maraichage.

Diffusion : les émissions de radio diffusées en 2013 ont été rediffusées et une nouvelle émission est en cours de préparation.

Expérimentation : malgré des retards de mise en place, les paysans relais mènent des expérimentations sur leurs parcelles. Ils rencontrent des problèmes de germination avec les semences françaises contrairement aux semences burkinabés. Les paysans relais ont organisé des séances de partage d'expériences. Bien que les paysans se soient moins mobilisés, ces échanges ont été riches et dynamiques.

Voyage d'étude : les paysans relais ont réalisé leur dernière mission en France et ont largement partagé cette expérience avec leurs collègues. L'Afdi Loiret a fait don de semences

Principales activités

- Formation des paysans-relais, appui technique ;
- mise en place d'essais (parcelles témoins), diffusion de l'innovation (visites de partage d'expériences) ;
- enregistrement et diffusion de 10 émissions de radio ;
- missions Sud-Nord : formation à la production de semences d'oignon, formation des élus, suivi et participation au bilan de fin de campagne.

Mali

Valorisation du lait local à travers les mini laiteries rurales

Porteur du projet

ICD (Initiatives-Conseils-Développement)
Mali

Partenaire principal

CIDR (Centre International de Développement et de Recherche)
France
www.cidr.org

Autres partenaires

Institut d'Economie Rurale, Mali
ANSSA (Agence Nationale pour la Sécurité Sanitaire des Aliments), Mali

Localisation du projet

Régions de Koulikoro, Sikasso et Ségou, Mali

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France : 49 546 €

Le projet

Le projet renforce le développement de la filière lait local et les revenus des acteurs amont et aval à travers les mini laiteries rurales : production, transformation, conservation et commercialisation du lait local.

Objectifs du projet

- Améliorer l'offre de produits à base de lait cru local sur les marchés ruraux et urbains.
- Echanger avec les acteurs nationaux et sous régionaux sur le rôle des mini laiteries dans la souveraineté alimentaire.

Résultats 2014

Régularité d'approvisionnement : la mise à disposition d'aliments pour le bétail dans chaque mini laiterie a permis aux éleveurs de garder des noyaux laitiers pendant la transhumance.

Amélioration du revenu : la collecte moyenne de 4 des 5 laiteries a augmenté de 1 % entre 2011 et 2014 malgré les difficultés de collecte de l'une d'entre elles liées à l'insécurité, le chiffre d'affaires a progressé de 6,6 % et le revenu des éleveurs de 7,3 %.

Démarche qualité : la mise à disposition d'écrémeuse et de mixeur a amélioré la qualité des produits transformés et augmenté le volume de ventes à Bamako. Ces ventes permettent non seulement d'obtenir un prix rémunérateur pour les laiteries, mais aussi de collecter tout le lait des éleveurs (ce qui n'était pas le cas auparavant : des quotas avaient dû être instaurés).

Accès au marché : l'une des laiteries collabore avec une unité de commercialisation à Bamako qui assure l'écoulement des surplus de production. Cela permet de mieux valoriser le lait collecté. Le développement d'une relation stable et durable avec le marché urbain a permis à 2 des laiteries de sortir du circuit infernal des quotas imposés aux éleveurs et de la mévente en hivernage.

Bénéficiaires directs : 250 familles ; indirects : 2 000 familles.

Principales activités

- formation des producteurs et des responsables des nouveaux groupements ; appui à la mise en place de règles de fonctionnement et à l'établissement de contrats commerciaux, amélioration des capacités de production des élevages laitiers ;
- accompagnement des entreprises existantes pour leur extension ; appui à la négociation et à la contractualisation entre producteurs organisés et laiteries ;
- réalisation d'études de faisabilités pour l'installation de nouvelles laiteries, appui à l'élaboration de plan d'affaires et à la gestion des entreprises ;
- adaptation des équipements de transformation aux innovations technologiques ; développement de produits à forte valeur ajoutée ;
- capitalisation des expériences sur la valorisation du lait local ;
- organisation d'un atelier de plaidoyer.

Mali

Renforcement des initiatives de valorisation et de commercialisation des produits et intrants biologiques dans la Région de Kayes

Porteur du projet

RHK (Réseau Régional des Horticulteurs de Kayes)
Mali

Partenaire principal

GRDR (Groupe de Recherches et de Réalisations pour le Développement Rural)
France
www.grdr.org

Autres partenaires

ASCOMA (Association régionale des consommateurs du Mali), antenne de Kayes, Mali

ASPSP (Association Sénégalaise des Producteurs de Semences Paysannes), Sénégal

Organisations de producteurs de lait et d'œufs de la périphérie de Kayes, Mali

Recherche agronomique de Niono, Mali

Localisation du projet

Région de Kayes, Mali

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France : 50 000 €

Le projet

L'action renforce les capacités de production en semences et productions d'oignons et d'échalotes des producteurs horticoles de la région de Kayes, et favorise les conditions de commercialisation des produits agricoles intégrés à travers la mise en relation entre producteurs et consommateurs.

Objectif du projet

Ce projet contribue à l'amélioration qualitative et quantitative des productions agricoles locales pour les consommateurs urbains de Kayes, au Mali.

Résultats 2014

Structuration collective : un cadre régional de concertation des producteurs semenciers d'oignon fixe un prix de vente des semences. Une coopérative nationale des producteurs semenciers a été mise en place à Kayes.

Contrats-paniers : la concertation a été organisée avec les restauratrices, les consommateurs individuels et une entreprise chinoise. En 6 mois, 3 tonnes de fruits et plus de 4,5 tonnes de légumes ont été commercialisés auprès de 35 consommateurs.

Marché institutionnel : une place pour la vente des produits horticoles a été accordée dans le marché aménagé par la cimenterie. Le village voisin a construit un grand hangar pour les producteurs du RHK. Depuis fin 2011, 80 tonnes de fruits et 850 tonnes de légumes ont fait l'objet de transactions.

Semences locales et biodiversité : une case de la biodiversité sert de lieu d'échange entre paysans et permet de collecter et d'entreposer des semences locales pour empêcher leur disparition.

Promotion des produits locaux : grâce aux émissions radio réalisées par le RHK, les fonctionnaires des services et des sites miniers, ainsi que d'autres catégories socioprofessionnelles, ont été sensibilisées. Ils acceptent de payer 2 à 5 % plus cher les productions agroécologiques.

Plaidoyer : le plaidoyer mené auprès des sites miniers ouvre la voie aux producteurs locaux pour approvisionner ces usines en fruits et légumes. Une société a aménagé 2 jardins maraîchers équipés en pompe solaire pour 2 groupements féminins.

Principales activités

- réalisation d'un voyage d'étude à Thiès, au Sénégal et de missions d'échanges auprès de la recherche agronomique ;
- recensement des variétés de cultures maraîchères en voie de disparition ; organisation de formations délocalisées dans le cadre de la production de bulbilles d'oignon ;
- mise en place et gestion d'un prototype de case de conservation ; ;
- mise en place du dispositif contractuel de commercialisation des produits agricoles biologiques ;
- organisation d'un atelier de concertation régional entre les acteurs de la filière oignon.

Mali

Soutenir l'agriculture familiale au Mali par la formation des producteurs et l'information des consommateurs

Porteur du projet

URGENCEI (Urbain-Rural : Générer de Nouveaux Engagements Citoyens)
France
www.urgencei.net

Partenaire principal

AVDR (Association des Volontaires pour le Développement Rural)
Mali

Autres partenaires

CNOP (Coordination nationale des organisations paysannes), Mali
Directions nationales de l'Agriculture, de la conservation et de la protection de la nature, Mali
Mairie de Sanankoroba, Mali
Comité villageois de Sanankoroba, Mali

Localisation du projet

Bamako et Sanankoroba, Mali

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France : 48 000 €

Le projet

S'appuyant sur l'expérience des producteurs en agroécologie et sur la capacité de mobilisation collective d'une organisation paysanne, le projet offre une formation de qualité aux acteurs et développe des kiosques alimentaires locaux.

Objectifs du projet

- Former les producteurs aux techniques agroécologiques à travers la mise en place de couveuses, sorte de petits jardins de formation.
- Offrir des espaces de vente pour accompagner les couvés dans leur parcours de formation.
- Créer des espaces de vente de produits locaux et sensibiliser les consommateurs urbains aux enjeux du maintien de l'agriculture familiale.

Résultats 2014

Agroécologie : 9 paysans se sont formés aux techniques de production agro écologiques et aux circuits courts de commercialisation des fruits et légumes, en particulier à la gestion des kiosques alimentaires.

Installation : les paysans précédemment formés se sont installés dans les couveuses, sortes d'espaces-tests agricoles. Sur les 9 couveuses mises en place, 6 ont reçu des semences et du matériel agricole léger.

Accès au marché : deux kiosques alimentaires ont été achetés et équipés, un seul a fonctionné en 2013 faute de production suffisante en raison d'un problème d'eau. 30 à 40 familles de consommateurs sont fidélisées.

Bénéficiaires directs : 500 familles ; indirects : 3 000 familles.

Principales activités

- former les paysans à l'agroécologie et aux Partenariats Locaux et Solidaires - PLS (formation initiale, mise en place d'un système de couveuses d'activités, commercialisation via des kiosques alimentaires locaux, etc.) ;
- informer les consommateurs en soutenant l'initiative des Kiosques alimentaires locaux ;
- organiser un voyage d'étude en France pour la mise en place de jumelages avec des AMAP françaises.

Mauritanie

Valorisation des initiatives locales de production et de transformation de patates douces dans le Gorgol

Porteur du projet

GRDR (Groupe de Recherche et de Réalisations pour le Développement Rural)

France

www.grdr.org

Partenaire principal

AMAD (Association Mauritanienne pour l'Auto Développement)

Mauritanie

Autres partenaires

AMPG (Association des Maires et Parlementaires du Gorgol),
Mauritanie

CNRADA (Centre National de Recherche Agronomique et du Développement Agricole),
Mauritanie

Mairies et conseils municipaux, instances de concertations locales, et organisations de producteurs de Fouta Djallon et Fouta Imboul, Mauritanie

Localisation du projet

Communes de Fouta Djallon et Fouta Imboul, région du Gorgol, Mauritanie

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France : 50 000 €

Le projet

Dans le Gorgol, de nombreux paysans produisent de la patate douce, aliment de grande valeur nutritive plébiscité sur le marché local. Le projet vise une amélioration tant de la production, de la conservation (les pertes post récolte sont estimées à 50 %) que de la commercialisation du tubercule vers la ville de Kaédi, principal marché urbain.

Objectifs du projet

- renforcer et promouvoir les initiatives locales en faveur de la production, de la conservation et de la commercialisation de la patate douce et de ses produits dérivés dans les communes de Lereiba et Fouta Gleita et sur le marché de Kaédi et Sélibaby.
- diffuser des approches intégrées agroécologiques, de gestion des flux entre les activités d'élevage et horticoles.

Résultats 2014

Amélioration de la production : les producteurs maîtrisent les techniques et doublent leurs productions. L'expérimentation du compost a donné de bons résultats : moins coûteux, moins de risques par rapport aux engrais minéraux et durée de rémanence dans le sol qui peut couvrir deux campagnes.

Démarche qualité : la récolte de patate douce est simplifiée. Les pertes post récolte ont été réduites grâce aux ventes groupées et par la production et la commercialisation/consommation de produits dérivés.

Transformation : le GIE féminin de Fouta Gleita produit du couscous de patate et de blé, de la céréamine très riche pour la nutrition des enfants. Le GIE est en phase de recrutement pour accroître sa production et faire face à la demande.

Amélioration du revenu : à la fin du cycle d'embouche (après 90 jours), les femmes ont vendu leur bœuf à 100 € gagnant ainsi une marge d'environ 50 €.

Accès aux marchés : 8 points de vente sont fonctionnels (4 en zones rurales, 2 en zones périurbaines et 2 en zones urbaines) ce qui permet au GIE d'écouler les produits dérivés de patate douce, de céréales ou de légumineuses. Un commerçant s'approvisionne en couscous de patates pour revendre à la communauté mauritanienne en Gambie.

Bénéficiaires : 300 producteurs et une centaine de femmes

Principales activités

- réalisation d'un diagnostic territorial concerté sur la filière ;
- organisation de sessions d'échange sur les techniques de production et de conservation des boutures de patate douce ;
- mise en place de 2 unités artisanales pilotes de transformation de patates douces en farine ;
- vulgarisation de l'usage de fanes de patates pour l'embouche ovine et de l'usage de fumure organique ;
- mise en place d'un dispositif d'appui aux ventes groupées ;
- organisation de journées de sensibilisation sur la nutrition et la valeur nutritive de la patate et de ses dérivés.

Niger

NARIINDU – approvisionner durablement Niamey en lait local par les petits éleveurs

Porteur du projet

IRAM (Institut de Recherches et d'Applications des Méthodes de développement)

France

www.iram.org

Partenaire principal

ONG Karkara (Association Nigérienne pour la dynamisation des initiatives Locales)

Niger

www.karkara.org

Autres partenaires

AREN (Association pour la Redynamisation de l'Élevage au Niger), Niger

RBM (Réseau Billital Maroobe : Réseau des Organisations d'Éleveurs et Pasteurs de l'Afrique de l'Ouest), Niger, Mali, Nigeria, Sénégal, Mauritanie, Bénin, Burkina Faso

VSF-B (Vétérinaires Sans Frontières Belgique), Belgique

Localisation du projet

Périphérie de Niamey, Niger

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France : 48 000 €

Le projet

Le projet vise à développer des centres de collecte de lait, qui seront également des centres de prestation de services, pour approvisionner Niamey en lait local de qualité, et accompagner l'articulation des systèmes pastoraux avec l'agriculture et l'élevage périurbains.

Objectif du projet

Appuyer la collecte, le contrôle de la qualité et la commercialisation du lait local en périphérie de Niamey, par un dispositif de centres de collecte multiservices, contrôlés par les éleveurs locaux.

Résultats 2014

Contractualisation : deux centres de collecte (Coopérative de Kollo et Uprolait) ont contractualisé avec l'entreprise laitière Solani. On constate une augmentation de 30 % de la collecte totale de Solani par rapport à 2012 (387 000 L sur l'année) ; les centres de collecte représentent en 2014 un tiers de l'approvisionnement de Solani.

Amélioration du revenu : la laiterie Solani a accepté de payer un prix plus rémunérateur aux centres de collecte : + 50 FCFA par litre, au-delà de 300 litres par jour.

Reconnaissance publique : le projet Nariindu a reçu le prix de la Fondation de France. Le prix était doté de 5 000 €, qui ont été mis à disposition des centres de collecte.

Bénéficiaires directs : 1 000 familles ; indirects : 10 000 familles.

Principales activités

- étude diagnostic socio-économique ; étude du modèle institutionnel, économique, technique des centres de collecte, identification participative des zones d'action ;
- mise en place d'un système « lait contre intrants » pour faciliter l'accès à l'alimentation et aux produits vétérinaires ;
- appui organisationnel aux producteurs ; appui à la gestion du centre de collecte et à la contractualisation avec les acheteurs ;
- construction d'un centre de collecte supplémentaire et mise à disposition d'équipements en fonction des priorités ;
- mise en place et animation d'un cadre de concertation entre les acteurs de la filière laitière ;
- réalisation et diffusion d'un document de capitalisation à l'attention des décideurs sous-régionaux.

Sénégal

Transformation et commercialisation en zone urbaine par les exploitations familiales de Méckhé

Porteur du projet

FDH (Frères des Hommes)
France
www.fdh.org

Partenaire principal

UGPM (Union des Groupements Paysans de Méckhé)
Sénégal
www.ugpm.org

Autres partenaires

ACAPES (Associations culturelles d'autopromotion éducative et sociale) de Thiès, Sénégal
CNCR (Conseil national de Concertation et de coopération des Ruraux), Sénégal
CREC (Coopérative Rurale d'Épargne et de Crédit), Sénégal
FONGS (Fédération des ONG Sénégalaises), Sénégal
ITA (Institut de Technologie Alimentaire), Sénégal

Localisation du projet

Méckhé, région de Thiès,
Sénégal

Durée

24 mois

Financement

Fondation de France : 30 000 €

Le projet

A travers le renforcement des capacités des femmes et des jeunes dans la transformation du mil et de l'arachide, et dans la commercialisation en zone urbaine, le projet vise à améliorer les revenus et l'emploi dans les exploitations familiales de la région de Méckhé, et à développer les liens entre campagne et ville.

Objectifs du projet

- Augmenter les capacités de transformation des exploitations familiales de l'UGPM.
- Améliorer la qualité du mil et de l'arachide transformés.
- Développer des circuits de commercialisation en zone urbaine.

Résultats 2014

Transformation : un moulin a été construit dans la localité de Payenne et est utilisé par les 6 villages alentours. Les femmes utilisent encore peu ce moulin du fait de la rareté des matières premières.

Qualité : une charte de qualité a été élaborée et précise les engagements et les modalités du contrôle qualité.

Accès aux marchés : la commercialisation reste timide et se limite au marché local et aux commandes d'organisations de la FONGS. Une nouvelle stratégie commerciale doit être mise en œuvre incluant une collaboration avec les associations du programme de commercialisation de la FONGS.

Bénéficiaires directs : 150 familles ; indirects : 400 familles.

Principales activités

- installation d'équipements pour la transformation du mil et de l'arachide ; mise en place de la gestion collective des machines ;
- formation des transformatrices aux normes d'hygiène et de qualité ; mise à disposition d'un fonds rotatif pour l'achat des matières premières ;
- mise en place d'un contrôle participatif de la qualité des produits ; développement d'un label UGPM et d'un lieu collectif de conditionnement ;
- sensibilisation des exploitations familiales à la mise en marché collectif ; formation des femmes et des jeunes aux techniques de commercialisation/marketing ; organisation d'une rencontre d'échange d'expériences sur la commercialisation des produits agricoles en zone urbaine ;
- réalisation de livrets pédagogiques sur la transformation et la commercialisation.

Sénégal

Projet d'amélioration de la productivité et de la compétitivité de la filière lait local dans le département de Vélingara

Porteur du projet

AVSF (Agronomes et Vétérinaires sans Frontières)

France

www.avsf.org

Partenaire principal

MDE (Maison des Eleveurs de Vélingara)

Sénégal

Localisation du projet

Région de Kolda, département de Vélingara, Sénégal

Durée

36 mois

Financement

Fondation de France : 50 000 €

Le projet

Le projet consiste à renforcer et promouvoir la filière laitière par l'appui à la production et à la transformation des produits laitiers issus des exploitations familiales.

Objectifs du projet

- Stimuler la consommation de lait et améliorer l'offre de produits laitiers locaux de qualité par la sécurisation de l'approvisionnement des unités de transformations et une meilleure organisation de la commercialisation.
- Contribuer au développement de la filière laitière à Vélingara par le renforcement des capacités techniques et de gestion des coopératives, une meilleure organisation des services aux producteurs et la création de cadres de concertation entre les différents acteurs.

Résultats 2014

Production et transformation : la production est passée de 86 000 litres en 2010 à 165 550 litres de lait. De 2012 à 2014, l'union des coopératives a collecté et transformé 590 000 litres de lait. 8 étables laitières sont construites et 4 mini laiteries sont équipées. 125 vaches ont été inséminées.

Structuration collective : l'Etat reconnaît les 4 coopératives laitières. Elles disposent d'une autorisation de vente.

Rôle des femmes : des rencontres de sensibilisation ont renforcé l'implication des femmes dans les instances de décisions (7 femmes sur les 15 membres du conseil d'administration) et dans la filière (44 femmes sur 143 membres).

Accès au marché : 4 kiosques de vente stratégiques permettent de vendre à bon prix. Les ventes de lait caillé sucré ont augmenté de 52 % depuis 2010 et celles de lait frais de 580 %.

Changement d'échelle : les coopératives sont les maillons forts de la filière. L'Etat soutient la coopérative Larogal pour l'acquisition d'équipements à hauteur de 50 millions de FCFA.

Bénéficiaires directs : 143 producteurs dont 44 femmes

Principales activités

- mise en place de 10 étables laitières ; amélioration de l'accès aux aliments bétail en saison sèche, amélioration du service de santé animale, amélioration génétique par l'insémination artificielle ; organisation des circuits de collecte ;
- formation en gestion et comptabilité des mini laiteries ; formation des gérants et techniciens des unités de transformation sur les techniques de transformation ;
- appui à la promotion du lait local, à la mise en marché et à la commercialisation ; mise en place de points de vente urbains ;
- appui organisationnel et animation des OP de base ; promotion de la dimension genre dans la filière.

Sénégal

Emergence des Micro-Entreprises Rurales pour nourrir les Villes (EMER-Villes)

Porteur du projet

GRDR (Groupe de Recherche et de Réalisations pour le Développement Rural)

France

www.grdr.org

Partenaire principal

AGB (Association Goundeiny de Bakel)

Sénégal

Autres partenaires

CLCOP (Cadre Local de Concertation des Organisations de Producteurs) de Moudéry, de Gabou, de Bokiladji – Dembanané, d'Orkadiéré, d'Aouré, Sénégal

Services des Eaux et Forêts de Bakel, Sénégal

ANCAR (Agence nationale de conseil Agricole et Rural), Sénégal

SAED (Société d'Aménagement des Eaux du Delta), Sénégal

ARD (Agence Régionale de Développement), Sénégal

Localisation du projet

Départements Bakel et Kanel, Sénégal

Durée

36 mois

Financement

CFSI : 49 546 €

Le projet

Cette action consiste à appuyer les acteurs de l'agriculture familiale. Elle veut diversifier et accroître leur revenu agro-alimentaire et mieux ravitailler les villes aux alentours.

Objectif du projet

Enclencher l'émergence de micro entreprises rurales qui transforment et diversifient la production des exploitations familiales rurales afin de la rendre plus accessibles aux marchés semi-urbains grâce à sa qualité et sa compétitivité.

Résultats 2014

Equiperment des femmes : les transformatrices disposent d'un local et les deux GIE qui restaient à équiper ont été équipés en matériel de transformation.

Formation : des voyages d'études ont permis aux femmes d'acquérir des connaissances théoriques et pratiques sur les techniques de transformation des produits forestiers non ligneux (jujube et fruit de baobab) et des céréales locales. Grâce à la finalisation des dotations, toutes les micros entreprises rurales (MER) ont pu démarrer la production et la commercialisation, vers les marchés cibles.

Régularité de l'approvisionnement : pour mieux rentabiliser leur activité, les MER s'approvisionnent en produits de base pendant la période de récolte et stock une importante quantité à partir de laquelle les femmes font la transformation une partie de l'année.

Émergence des micro entreprises rurales : au regard du niveau d'organisation, de la quantité de produits transformés et commercialisés et aussi de la rentabilité de l'activité, on constate que ces micro entreprises sont en train d'émerger dans la zone.

Maîtrise et accès au marché : pour la première fois, les femmes ne vendent plus le produit brut à un prix bas. Par ailleurs, 2 pôles de vente ont été identifiés dans la zone et un autre dans un marché hebdomadaire.

Principales activités

- renforcement de la structuration et de la mise en réseau des CLCOP ;
- formation aux techniques de production et de valorisation des ressources agro-forestières ;
- appui à l'équipement des 4 micro-entreprises retenues, réalisation de stages ;
- formations en gestion comptable-financière, en marketing-labellisation des micro-entreprises retenues ;
- organisation d'une mini foire des produits agroalimentaires locaux ; identification et mise en place des « pôles de vente d'aliments du terroir » ; suivi et accompagnement de l'organisation commerciale des micro-entreprises rurales ; élaboration des supports de communication.

Bénin

Potager et petit élevage familial pour vivre mieux à l'orphelinat Anfani au Bénin

Porteur du projet

Jeunesse Ambition

www.jeunesseambition.org

Partenaire principal

SEL (Service d'entraide et de liaison)

www.selfrance.org

Autres partenaires

Centre de formation Songhaï, Bénin

CERPA (Centre Régional de Promotion Agricole), Bénin

Localisation du projet

Commune d'Akpro-Misséréte, Bénin

Durée

36 mois

Le projet

Ce projet a pour objectif de renforcer les capacités de 120 volontaires à cultiver de petits jardins potagers et à gérer de petits élevages familiaux, en vue de contribuer à l'amélioration de l'alimentation des enfants de l'orphelinat Anfani, au Bénin.

Objectifs du projet

- Améliorer les conditions de vie et le revenu familial des parrains et marraines.
- Assurer la pension alimentaire des enfants de l'orphelinat Anfani.

Résultats 2014

Formation et installation : 80 parrains/marraines sont installés mène des activités de maraîchage et d'élevage. Deux ans après leur installation, 72 des 80 formés en agriculture biologique, parviennent à satisfaire les besoins de leur ménage (à prendre en charge l'alimentation et les soins du ménage, la scolarisation des enfants).

Amélioration de la production : les 80 marraines et parrains font de l'élevage et du maraîchage, même si tous ne maîtrisent pas bien ces techniques.

Accès des populations vulnérables aux produits locaux : 72 marraines et parrains fournissent au Centre Anfani 144 planches de 8 m de long et 1 m de large de légumes par an et 216 kg de viande par trimestre. Cela signifie qu'ils nourrissent les 119 enfants du pensionnat pendant 48 jours par an, ce qui vient compléter la prise en charge alimentaire via les tickets-repas du SEL.

Amélioration du revenu : 72 des 80 marraines et parrains ont une nette amélioration de leurs revenus.

Bénéficiaires : 80 marraines et parrains ; 150 enfants de l'orphelinat

Principales activités

- formation des parrains et marraines aux techniques de maraîchage et de petit élevage ;
- installation des parrains et marraines en maraîchage et en élevage ;
- dotations de semences, géniteurs et intrants ;
- accompagnement des parrains et marraines pour la production et la commercialisation des légumes, des œufs et des viandes ;
- collecte et conservation des produits fournis au centre par les parrains et marraines.

Burkina Faso

Des méthodes de culture adaptées aux enjeux du changement climatique

Porteur du projet

Peuples Solidaires St Laurent de Chamousset

Partenaire principal

UCODEP-Dano (Union des Comités pour le Développement des Peuples - Sous-fédération de Dano)

Autres partenaires

Technicien Provincial de l'Agriculture, service de l'Etat, Burkina Faso

CESAO, organisme d'appui conseil, Burkina Faso

Localisation du projet

Secteur de Dano, province du Ioba, Burkina Faso

Durée

60 mois (36 mois financés)

Le projet

Ce projet favorise le renforcement des capacités organisationnelles de l'UCODEP Dano et la reconversion de s agriculteurs vers des méthodes agricoles mieux adaptées au changement climatique : production de fumure organique, élevage en enclos, production de foin et de fourrage.

Objectifs du projet

- Promouvoir des techniques de production agricole végétale et animale durables.
- Conscientiser la population locale aux enjeux des changements climatiques et des bonnes pratiques préconisées par le PANA (Programme d'Action Nationale d'Adaptation aux changements climatiques).
- Renforcer les capacités d'organisation et de gestion d'UCODEP Dano.

Résultats 2014

Formation en agroécologie : 10 agriculteurs, les futurs animateurs de l'association TiétaaTol, ont été formés à des techniques d'agriculture et d'élevage en agroécologie, ainsi qu'aux techniques de vulgarisation pour proposer ensuite les techniques apprises aux adhérents des deux structures.

Changement climatique : la population des 11 villages ont été sensibilisées aux enjeux des changements climatiques et aux adaptations en termes de techniques agricoles.

Amélioration de la production : la capacité de production de fumure dans les 11 villages a été largement augmentée, grâce à la construction des 330 fosses fumières et aux formations. Une étude a montré que chaque fosse fumière a permis d'augmenter la surface cultivée avec apport de fumure de 1,5 ha. 67 % des bénéficiaires font état d'une augmentation forte des rendements, 33 % d'une augmentation moyenne et 1 % d'une augmentation faible. De plus, les bénéficiaires ont constaté que sur les parcelles avec fumure, les plants avaient mieux résisté à la sécheresse et avaient donné des épis de maïs plus gros

Bénéficiaires directs : 330 familles ; indirects : 1 000 familles.

Principales activités

- appui à l'organisation du comité de pilotage des activités ;
- formations : construction de fosses fumières, production de fumure organique, pratiques d'élevage durables préconisées par le PANA, renforcement des capacités organisationnelles d'UCODEP, organisation et gestion d'une association ;
- construction d'infrastructures : fosses fumières, fenils de stockage de foin, parcs à bétail ;
- actions d'information et de sensibilisation aux enjeux du changement climatique et aux préconisations et dispositifs d'adaptation.



COMITÉ FRANÇAIS POUR
LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

32, rue Le Peletier
F-75009 Paris

Tél. : 33 (0) 1 44 83 88 50
Fax : 33 (0) 1 44 83 88 79

@ : info@cfsi.asso.fr
www.cfsi.asso.fr

